

15 50%
3 mois
Minimum 50 000 \$ US
Sujet à modification sans préavis
659-4960
ScotiaMcLeod

LE SOLEIL

LOCATION D'OUTILS
LOU-TEC
QUÉBEC 871-6363
LÉVIS 836-3342
ST-FOY 653-3333
ST-GEORGES 228-1718
BEAUPORT 663-7383
EQUIPEMENT DE RÉCEPTION

MERCREDI 26 MAI 1993

QUÉBEC, 97^e ANNÉE, NO 146
58 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVG 0.30 4.04

MONTRÉAL-OTTAWA 60c Plus TPS TVG

50c Plus TPS TVG

LE SPORT



À une victoire d'une finale toute canadienne

Un but de Glenn Anderson à 40 secondes de la fin de la première période de prolongation a permis aux Leafs de se rapprocher à un gain de la finale. **S-2**

LE QUÉBEC

Couche d'ozone: de bonnes intentions, mais pas d'argent

Faute d'argent pour payer cinq fonctionnaires, Québec ne peut mettre en application un règlement sur les produits détruisant la couche d'ozone. **A-5**

Québec veut diminuer le taux de naissances prématurées

Le ministre Marc-Yvan Côté a annoncé hier la mise en place d'une série d'objectifs pour réduire d'ici 10 ans les problèmes en matière de natalité. **A-5**

QUÉBEC

Pelletier revient chez lui pour porter le flambeau libéral

On se serait cru en pleine amicale d'ex-maires, hier soir, alors que Jean Pelletier a été désigné sans opposition candidat libéral de la circonscription de Québec. **A-3**

LES ARTS

Chantal Francke quitte Rock et Belles Orelles

La seule femme du groupe RBO a décidé de faire « cavalière seule ». Elle participera toutefois à titre d'invitée spéciale aux huit émissions du groupe à Radio-Canada. **C-4**

LA RÉGION

Le Groupe Lactel se dirige vers une impasse financière

Sans l'obtention du feu vert pour transformer plus de lait, l'avenir s'annonce sombre pour les sept usines du Groupe Lactel. **A-3**

LA CONSOMMATION

Ottawa va allonger la liste noire des plantes médicinales

Fabricants et marchands d'aliments naturels accueillent mal la décision d'Ottawa d'interdire 64 plantes, dérivés de plantes, herbes et préparations d'herboristerie. **C-1**

L'ÉDITORIAL

Le temps des incohérences linguistiques

Le projet de loi 86 a semé la tourmente. Il vise trop large sans qu'il y ait le consensus minimal de tous les Québécois, anglophones et francophones. **A-18**

L'INDEX

Annonces classées	C-5 à C-11
Arts	C-3 et C-4
Bridge	C-10
Consommation	C-1 et C-2
Décès	C-11 et C-12
Économie	B-5 à B-10
Éditorial	A-18
Horoscope	C-11
Idées du jour	A-19
Louis-Guy Lemieux	B-2
Michel Vastel	A-18
Le monde	A-14, A-17
Où aller à Québec	C-3
Québec et l'Est	B-1 à B-4
Une place au SOLEIL	B-3
TABLOÏD SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés / mystère	S-14

LA MÉTÉO

Aujourd'hui: Ciel nuageux avec quelques périodes ensoleillées.
Max. : 15 ; min. : 8.

Demain: Ciel plutôt nuageux avec températures fraîches.
Max. : 14 ; min. : 8. **S-16**

Enquête sur le sang contaminé

Le comité Wilbee presse Ottawa de retracer les transfusés séropositifs

OTTAWA (PC) — Ottawa déclenchera l'été prochain une enquête publique sur la contamination du sang par le virus du sida au cours des années 1980.

« Cette enquête devrait durer six à neuf mois », a déclaré le ministre de la Santé et du Bien-être social, Benoît Bouchard, qui doit négocier avec les provinces la composition et le mandat de la commission d'enquête. Les résultats seront connus en 1994.

« Nous allons collaborer, c'est dans l'intérêt de tout le monde d'avoir une enquête », a déclaré M. Douglas Lindores, chef de la direction de la Croix-Rouge. « Nous n'avons rien à cacher. » Selon lui, le système actuel « est aussi sûr qu'il peut l'être compte tenu des limites actuelles de la technologie ». Il a souligné qu'aucun nouveau cas de contamination n'avait été signalé depuis cinq ans.

D'autre part, le président du comité parlementaire sur la santé, le docteur Stanley Wilbee, a recommandé que toutes les personnes qui ont reçu une transfusion sanguine au cours des années 1980 devraient subir un test de dépistage du sida. Un millier d'hémophiles ont été infectés au cours des années 1980-1985.

« Si j'avais eu une transfusion sanguine dans ce temps-là, je demanderais un test de dépistage du sida », a déclaré le docteur Wilbee, qui presse le ministre Bouchard de retracer les personnes contaminées « de toute urgence ».

« La possibilité que des personnes infectées par le VIH à la suite d'une intervention sanguine ne soient pas encore conscientes de leur état est extrêmement grave, indique le rapport du comité. Il se peut que certaines de ces personnes soient

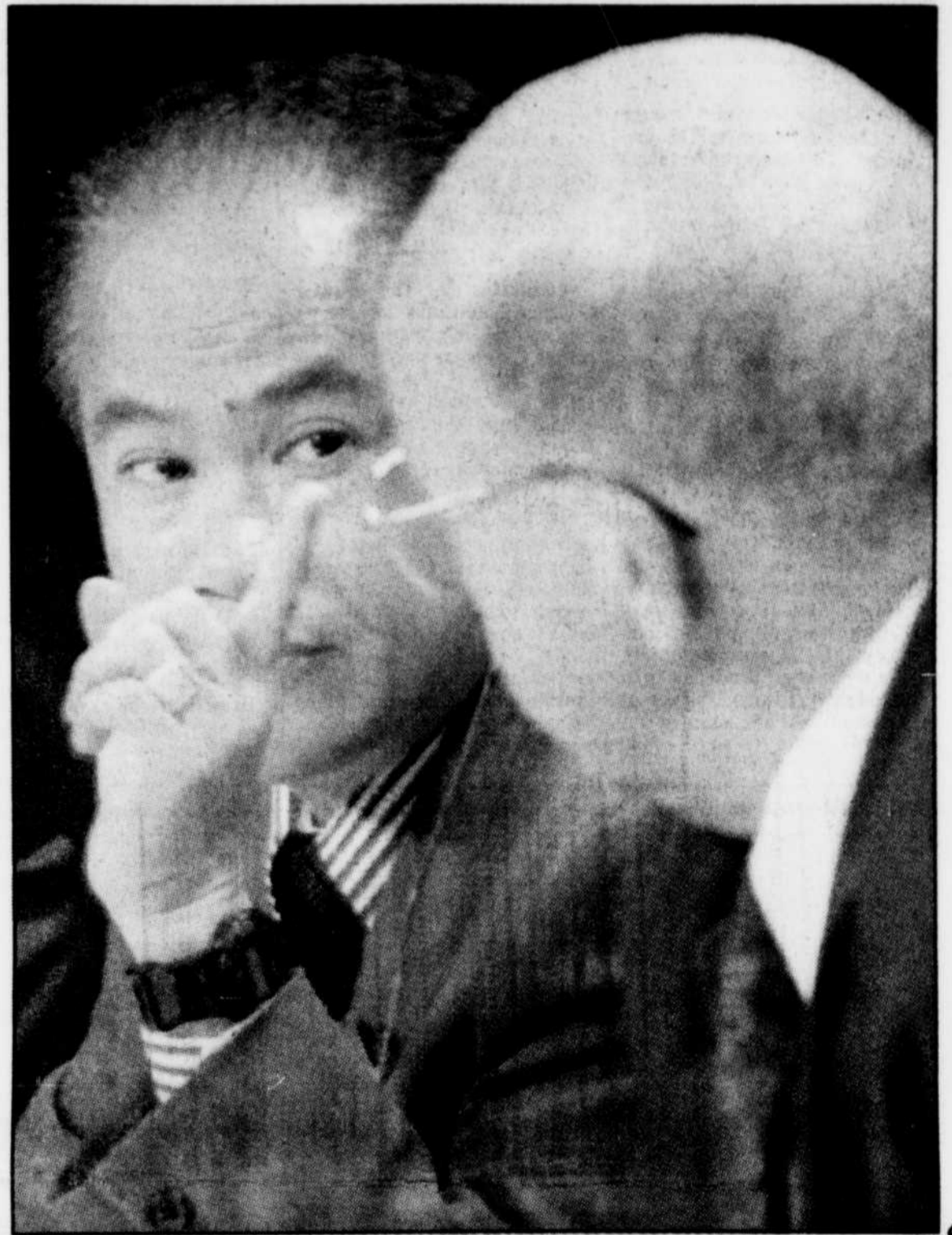
encore asymptomatiques étant donné que nous savons maintenant que la période d'incubation du virus peut aller jusqu'à dix ans. » Les risques de contamination des conjoints et des membres de la famille de ces personnes sont sérieux, conclut le rapport du comité.

Le comité Wilbee souhaite que la commission d'enquête se penche sur les années 1980 « lorsque les stocks canadiens de sang ont été contaminés par le virus d'immunodéficience humaine (VIH), l'agent pathogène associé au sida ». Possiblement menée par un juge d'une cour supérieure, la commission d'enquête devra examiner les rôles joués par le gouvernement fédéral, l'Agence canadienne du sang et la Société canadienne de la Croix-Rouge.

Le fonctionnement actuel du système canadien de transfusion sanguine sera réévalué par la future commission d'enquête. Ce système n'est pas à l'abri d'une nouvelle contamination par un virus encore inconnu. « C'est toujours possible », a déclaré le docteur Wilbee, hier.

Le comité recommande aussi que soient revues les compensations offertes aux personnes infectées. Certaines ne reçoivent rien du tout tandis que le fédéral a accordé 120 000 \$ en indemnités à d'autres.

Devant la presse, le député libéral Rey Pagtakhan (à gauche) a exprimé son désaccord avec les autres membres du comité parlementaire sur la santé présidé par le conservateur Stanley Wilbee.



La capitale veut demeurer une enclave française

L'Allier refuse de perdre une autre « bataille des Plaines »

QUÉBEC — Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, refuse de perdre à nouveau « l'éternelle bataille des plaines d'Abraham » et demande au gouvernement de faire de la grande région de Québec une véritable enclave unilingue française en matière d'affichage commercial.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

Situant d'emblée le débat dans sa portée constitutionnelle, le maire de Québec rappelle qu'au Canada, « la question linguistique est un rapport de force politique. Et le débat, quand il porte sur la langue au Canada, c'est un rapport de force entre les francophones et les anglophones, c'est la poursuite éternelle de la bataille des plaines d'Abraham ».

Déplorant que le gouvernement libéral cherche à « nous protéger comme principale minorité canadienne » plutôt que comme une majorité francophone au Québec, le maire de la capitale invite en termes clairs le ministre Ryan à accorder « autant de respect aux 97 % de francophones vivant dans cette région (de la capitale) que vous avez de sollicitude pour les besoins commerciaux des minorités anglophones qui demandent de s'afficher ailleurs ».

Il suggère donc au ministre d'utiliser les pouvoirs réglementaires qu'il s'arroge pour « affirmer que chez nous, dans la capitale, dans la ville et dans la région, l'affichage public et la publicité commerciale devront continuer de se faire en français ».

Jean-Paul L'Allier ne doute pas que l'affichage bilingue fera son apparition dans les rues de Québec si le gouvernement adopte le projet de loi 86 tel quel. Il a d'ailleurs fait distribuer aux parlementaires une série de photographies des archives de la ville pour démontrer comment l'unilinguisme, puis le bilinguisme ont eu droit de cité dans le Vieux-Québec

avant l'adoption de la Charte de la langue française.

Constatant que la région de la Vieille Capitale vit aujourd'hui « une paix linguistique et sociale exemplaire », le maire de Québec invite le ministre à ne pas défaire, « par des gestes qui peuvent aujourd'hui vous sembler anodins et que vous croyez sans conséquence chez nous », ce qui « depuis 10 ans s'est amélioré et bonifié ».

Au ministre qui lui faisait miroiter la possibilité d'une semblable protection mais restreinte au seul « Vieux-Québec historique », le maire L'Allier

réplique sans détour qu'il verrait là une forme de « muséification de la langue » qui permettrait tout au plus dans certains quartiers « l'affichage en français comme une espèce de relique d'un temps passé ». Une situation qui, selon lui, « nous rapproche trop de la Louisiane à bien des points de vue ».

Le ministre Ryan a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de se rendre à la demande du maire de Québec. En étendant ce statut particulier à toute la région « c'est le principe même du projet de loi qui est en cause » puisque des régions entières seraient alors justifiées d'en demander autant. « On se ramasserait avec un statut particulier à Montréal. »



Autres textes en page A-12

Le maire Jean-Paul L'Allier craint qu'un retour au bilinguisme dans l'affichage ne soit perçu « comme des signes de provocation » qui risquent de dégénérer en images et en actions « d'intolérance ».

Rien n'est encore joué à Port-Cartier, estime le maire Detroio

Le démontage des raffineurs débute déjà

PORT-CARTIER — Bien que le maire de Port-Cartier Anthony Detroio estime que rien n'est encore joué, les travaux préparatoires au démantèlement des raffineurs de l'usine Cascades Port-Cartier sont déjà en marche.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

Le lancement de ces travaux a été confirmé par le syndicat dans la faillite de l'usine du duo Cascades-Rexfor, Raymond Marcoux, hier avant-midi.

Dans un jugement rendu public un peu plus tôt en journée, la cour supérieure a rejeté la requête de la ville de Port-Cartier visant à faire réviser la vente par le syndicat des sept raffineurs à la papetière américaine Boise Cascade. Jugement qui tient notamment compte qu'aucun démantèle-

ment comme tel ne sera effectué avant l'assemblée des créanciers, vendredi.

Dans l'esprit de M. Marcoux, l'appréciation de sa décision par les inspecteurs des créanciers revêt virtuellement l'aspect d'une formalité. Le démantèlement interviendrait peu après cette réunion.

Déjà, des ingénieurs de Boise Cascades sont descendus à Port-Cartier pour élaborer le processus de démantèlement des raffineurs et l'entreprise nord-côtère Industro Inc. en a en principe décroché le contrat, a indiqué le syndicat au SOLEIL.

De sources portcartoises confirmées par le maire Anthony Detroio, une équipe de mécaniciens de chantier recrutée dans la région entre ce matin à l'usine pour remettre en état le pont roulant requis pour le démantèlement. Mais pour le maire de Port-Cartier, momentanément installé à Québec pour défendre la relance de l'usine, c'est là beaucoup d'animation pour rien.

« C'est vraiment prématuré de faire ce qu'ils font. Ils doivent attendre d'avoir toutes les offres en main, notamment la nôtre », a dit M. Detroio en faisant référence aux 6,5 millions \$ que Port-Cartier entend déposer pour les raffineurs à l'occasion de l'assemblée des créanciers.

Cette somme, la ville entend la puiser dans le fonds de

développement industriel qu'elle vise à se donner en extrême. Dimanche, un règlement d'emprunt pouvant aller jusqu'à 14 millions \$ est passé comme une lettre à la poste. Depuis, le maire Detroio multiplie les contacts politiques pour obtenir d'urgence l'aval requis des ministères des Affaires municipales et de l'Industrie et du Commerce.

Le maire a aussi indiqué qu'un « porteur de ballon » fait des démarches auprès du ministre des Forêts, Albert Côté, pour aménager une rencontre aujourd'hui ou demain au nom du groupe d'investisseurs intéressés à relancer l'usine. M. Detroio a affirmé que l'identité de ces investisseurs serait révélée au moment où tous les fils du projet auront été attachés.

FAITS DIVERS

Saisies de la SQ à l'hôtel de ville Cadre de St-Georges soupçonné de fraude

SAINT-GEORGES — L'unité des crimes économiques de la Sûreté du Québec enquête actuellement sur un fonctionnaire municipal de ville Saint-Georges, soupçonné d'avoir obtenu frauduleusement des subventions de la Société d'habitation du Québec.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Ce cadre de ville Saint-Georges est Jules Poulin, actuel responsable des permis et certificats et ancien directeur de l'urbanisme à Saint-Georges Ouest. Il d'ailleurs fait l'objet d'une recommandation du conseil de ville, hier soir, à Saint-Georges. Le maire Paul-Henri Lacasse a déclaré : « ... nous devons retirer à M. Jules Poulin l'émission de tout permis ayant trait à un programme quelconque de la Société d'habitation du Québec, pour une période de temps indéterminée. » Jules Poulin n'a pas été suspendu de ses autres fonctions.

Une perquisition a été effectuée, jeudi, à l'hôtel de ville de Saint-Georges de Beauce, relativement à des allégations de fraude. Les enquêteurs de la SQ ont saisi une pile de documents qu'ils examineront attentivement durant les prochains jours. Aucune accusation n'a encore été portée.

Selon Camil Gagnon, porte-parole de la SQ, Jules Poulin est soupçonné d'avoir profité de sa position privilégiée à l'hôtel de ville pour recevoir des subventions dans le cadre du programme Loginove. Ses manœuvres auraient duré de mai 1982 à avril 1993. Il pourrait être accusé d'abus de confiance.

Le maire de ville Saint-Georges, Paul-Henri Lacasse, a confirmé ces informations, précisant qu'environ 150 documents avaient été saisis et qu'ils couvraient les années 1982 à 1986. C'est donc avant l'annexion de Saint-Georges Est et Saint-Georges Ouest, en 1989.

M. Lacasse a souligné qu'il collaborerait avec les policiers dans leur enquête. « D'où viennent ces informations? Est-ce que quelqu'un a porté plainte? Je l'ignore », a soutenu le maire. Lors de la séance du conseil, il maire a indiqué que la ville pourrait instituer une enquête interne lorsqu'elle disposerait de plus de données.

Fonctionnaire accusé d'avoir vendu des informations sur les assistés

QUÉBEC — Des accusations d'abus de confiance ont été portées, hier, contre un fonctionnaire du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. L'homme aurait accepté plus de 10 000 \$ en échange d'informations privilégiées pigées à même les dossiers du ministère, concernant des assistés.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Le fonctionnaire touché par ces accusations est Claude Angers, 54 ans, de Val Bélar. L'enquête a été menée par l'unité des crimes éco-

nomiques de la Sûreté du Québec, à la suite d'une plainte déposée l'automne dernier par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, qui soupçonnait au moins un de ses fonctionnaires d'avoir vendu de l'information sur des assistés à un ou plusieurs bureaux de crédit, dont Equifax.

Lors de son enquête, la SQ

avait perquisitionné, au mois de février, au domicile d'au moins deux ex-employés d'Equifax, à la recherche de preuves sur ce présumé trafic de renseignements. Ils avaient demandé à voir les carnets d'adresse et les livrets de comptes bancaires. Une dizaine d'employés d'Equifax avaient quitté la compagnie ou avaient été congédiés, au moment où la Sûreté du Québec commençait son enquête.

Claude Angers devra se présenter au palais de justice de Québec, le 22 juin, pour avoir contrevenu aux dispositions de l'article 122 du code criminel qui stipule qu'« est coupable d'un acte criminel (...) tout fonctionnaire qui, relativement aux fonctions de sa charge, commet une fraude ou un abus de confiance (...) ». Il est possible d'une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans.

Angers, qui avait le statut d'agent vérificateur, a été relevé provisoirement de ses fonctions avec solde, en octobre 1992. Un porte-parole a indiqué que le ministère ne ferait aucun commentaire relativement à cette affaire.

Le procureur au dossier étudie aussi la possibilité de porter des accusations contre les individus qui auraient payé pour obtenir ces informations auprès du fonctionnaire.

Récidiviste accusé du viol de son ex-amie

BEAUCE — Un récidiviste de 31 ans, Jean-Martin Audet, a été accusé hier, au palais de justice de Saint-Joseph de Beauce, d'agression sexuelle armée et avec blessures et de séquestration de son ex-amie de coeur, âgée de 20 ans. Dimanche soir, le suspect s'est introduit par effraction dans la résidence de la victime, sur la rue Sainte-Anne à Sainte-Marie de Beauce puis l'a ligotée, battue et violée avant de la traîner chez lui pour la soumettre à d'autres sévices.

Le Beauceron a été épinglé lundi soir dans un motel de Repentigny où se trouvait la Toyota Tercel 1982 qu'Audet avait dérobé à la mère de la victime pour prendre le large.

La victime n'a pas été hospitalisée et se remet bien de ses blessures.

Dans sa fuite, Audet s'est em-

paré des cartes de crédit et de guichet automatique de son ex-amie et a vidé son compte bancaire. D'ici sa prochaine comparution, le 8 juin, l'homme devra subir un examen psychiatrique.



Jean-Martin AUDET



Tout semble calme à proximité du local des Hell's à Saint-Nicolas.

Le Soleil, Gilles Laford

Fête discrète pour les Hell's

SAINT-NICOLAS — Amorcées lundi, les festivités entourant le cinquième anniversaire de l'arrivée des Hell's Angels dans leur forteresse de Saint-Nicolas se déroulent discrètement, dans le calme plat et sous la pluie battante.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

La Sûreté du Québec, qui chapeaute toute l'opération, de concert avec le service de police la Chaudière-Ouest, attend au moins 130 motards pour ce rendez-vous annuel de trois jours, en plein centre-ville. Plusieurs Hell's sont arrivés discrètement en début de semaine, en soirée. D'autres se sont éparpillés aux alentours, dans les autres maisons et immeubles

achetés par les célèbres anges, au fil des ans.

Les activités les plus importantes battent leur plein aujourd'hui dans la vaste tente érigée dans la cour du 238, rue Dupont. Hier soir, une trentaine de véhicules, une camionnette et un camion-remorque paraient le tour du « bunker ». Un ange-gardien armé surveillait la guérite de la maison d'acier, érigée au printemps 1987, au milieu d'un tollé de protestations et d'interventions médiatiques. Le chapitre de Saint-

Nicolas compte une quinzaine de Hell's et des voisins très discrets, pas intéressés à faire le moindre commentaire.

Le maire de Saint-Nicolas, Richard Blondin, également président de la Régie intermunicipale de police, ne s'attend pas à grand bruit cette semaine. « L'an dernier, on a eu plus de trouble avec les journalistes. Certains survolaient la maison en hélicoptère. C'est un party! Ce ne sont pas des anges pour autant! On peut pas dire qu'on a bien du trouble avec eux. Ils restent là avec leur famille, leurs enfants; ils n'ont pas intérêt à s'attirer l'animosité des gens du coin. J'ai l'impression que la température va jouer contre eux », croit-il.

Tout ce que le maire souhaite, c'est que ces chevaliers de la moto se comportent en citoyens normaux, ce qui amènera plus de tolérance du voisinage. Les Hell's n'en sont pas à leurs premières fêtes à Saint-Nicolas. Leurs agapes se déroulent habituellement deux fois par année. Ils ont même fait la fiesta aux Week-end Drag de Pont-Rouge jusqu'en 1990, ce qui leur a valu l'expulsion définitive.

Hier, les autos-patrouilles de la SQ faisaient du radar sur l'auto-route 20, s'attardaient aux véhicules de luxe et surveillaient les déplacements de motards. « Notre centre d'opération de Saint-Romuald recueille les informations pertinentes et surveille la situation; des policiers restent en stand-by, au cas où... Rien d'anormal n'a été signalé jusqu'à maintenant », rapporte l'agent Camil Gagnon, de la SQ.

En Bref

Jeune femme tuée dans un accident de la route

SACRÉ-COEUR — Une jeune femme de 23 ans, Dominique Tafani, de Saint-Hubert, a perdu la vie hier soir, sur la route 138, à Sacré-Coeur, près de Tadoussac. La victime a perdu la maîtrise de son véhicule et a percuté un camion-remorque qui circulait en direction inverse. La jeune femme était seule à bord de sa voiture. Le conducteur du fardier n'a subi aucune blessure.

Évaluation psychiatrique pour l'adolescent agresseur

QUÉBEC — Le juge Gabriel de Pokomandy a ordonné hier qu'Éric Tanguay, âgé de 18 ans, soit détenu au centre hospitalier Robert-Giffard pour y subir une évaluation de son état mental visant à déterminer sa responsabilité criminelle au moment de la violente agression sur une adolescente de 16 ans, le 15 mai, à Beauport. Après avoir consulté les parents du prévenu accusé de tentative de meurtre, son avocat, Me Michel Croteau, a déclaré que le jeune homme, qui a eu 18 ans en avril, n'éprouve aucun problème de consommation de drogue ou d'alcool. Son problème en serait plutôt un « d'humeurs », selon l'avocat.

Pas d'accusation contre le policier contrebandier

QUÉBEC — La GRC ne portera pas d'accusation contre un policier de Québec soupçonné de trafic de cigarettes de contrebande, à l'intérieur même des cellules de la centrale du parc Victoria. Mais la sûreté municipale de Québec a suffisamment de preuves pour déposer de telles accusations devant un comité de discipline. Le directeur de la police de Québec, Normand Bergeron, a déclaré que le geste du policier était « fort répréhensible », que la sanction serait « très sévère » et qu'elle pourrait aller jusqu'au congédiement.

L E T R E N T E E T U N[®]



VENTE DE COMPLETS POIDS-PLUME

299.⁹⁵

UN CHOIX DE TISSUS D'ÉTÉ, GABARDINE PURE LAINE OU MÉLANGE DE LAINE, DES COUPES PLUS AMPLES AUX ÉPAULES POUR UNE AISANCE PARFAITE. PANTALONS À PLIS PLUS LARGES. COLORIS UNIS DE SABLE, MARINE, CIMENT OU MOTIF PIED-DE-POULE NOIR ET BLANC. 38 À 46.

DISPONIBLES À STE-FOY ET GALERIES DE LA CAPITALE

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEXU QUÉBEC

LA QUOTIDIENNE
tirage du 25-05-93
5-5-6
8-2-6-8

LA TROIS

LE SOLEIL

Si l'entreprise ne peut obtenir plus de lait à transformer

Le Groupe Lactel risque l'impasse financière

LAC-ETCHEMIN — S'il ne peut convaincre les différents intervenants siégeant à la table de négociation sur le renouvellement des conventions de mise en marché du lait de lui laisser plus de lait à transformer, le Groupe Lactel pourrait d'ici quelques mois se retrouver dans une impasse financière.

par FRANCOIS POULIOT
collaboration spéciale

En route vers un déficit d'opération de trois millions \$ pour son exercice financier se terminant en octobre, Lactel est actuellement suivi de très près par ses principaux bailleurs de fonds, le mouvement Desjardins, la banque Nationale, ainsi que quatre institutions financières européennes installées au Canada. Il y a deux mois, ces créanciers ont ajouté les sept usines de transformation du Groupe aux garanties qu'ils détenaient déjà sur les stocks et les recevables, en plus de majorer d'un point leur taux d'intérêt.

« La négociation qui se déroule va être déterminante pour notre

avenir », a confirmé hier au SOLEIL le directeur des affaires institutionnelles de Lactel, M. Normand de Montigny, tout en refusant d'élaborer sur le sujet.

D'un commun accord, les différentes parties au dossier, à savoir Lactel, Agropur, la fédération des producteurs de lait du Québec et le conseil de l'industrie laitière du Québec (représentant des usines de transformation privées) ont en effet choisi d'adopter la consigne du silence après l'annonce de l'intervention du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, qui, à compter de vendredi, délèguera un représentant pour agir à titre de médiateur et tenter de dénouer

l'impasse dans laquelle sont plongées les négociations.

Selon les informations qui circulent, les discussions achoppent principalement sur la revendication de Lactel qui veut se voir garantir par ses partenaires un plancher d'approvisionnement annuel de quelque 425 millions de litres de lait. Dans un document remis à ses membres, Lactel explique que depuis trois ans, ses entreprises de transformation ont perdu 45 %

du volume de lait qu'elles transformaient et « qu'avec seulement 300 millions de litres à transformer dans sept usines (production projetée pour l'année en cours), il ne peut maintenir ses opérations ».

Ironie du sort, le Groupe Lactel recevra cette année de ses producteurs 575 millions de litres de lait, mais en raison des conventions, devra fournir la différence de volume à ses concurrents. Cela s'ex-

plique par le fait qu'une bonne part des activités de Lactel résident toujours dans la transformation beurre-poudre, secteur qui ne bénéficie pas de garantie d'approvisionnement et qui est en quelque sorte « la vache à lait » de certains autres, comme celui du fromage.

La société en commandite, qui regroupe les coopératives fusionnées de la Côte-du-Sud, d'Agrodor, Nutrinor, Purdel, ainsi que le

secteur laitier de la coopérative fédérée de Québec, demande donc de ramener à 150 millions de litres le volume laitier qu'elle doit acheminer vers les autres usines. A défaut de quoi, dit-on, la production pourrait être stoppée dès cet été.

Le Groupe Lactel emploie 560 travailleurs et possède des usines à Beauceville, Chambord, Lac-Etchemin, Normandin, Sainte-Claire, Saint-Alexandre de Kamouraska et Saint-Fidèle.

Dans les bars et restaurants

Menace de grève au Manoir Richelieu

POINTE-AU-PIC — Les travailleurs syndiqués du concessionnaire des bars et des restaurants du Manoir Richelieu, Gestion G.D.V., demandent à l'employeur de reprendre les négociations pour la ratification d'une première convention collective, à défaut de quoi ils mettront à exécution le mandat de grève qu'ils ont accordé hier soir à leur exécutif.

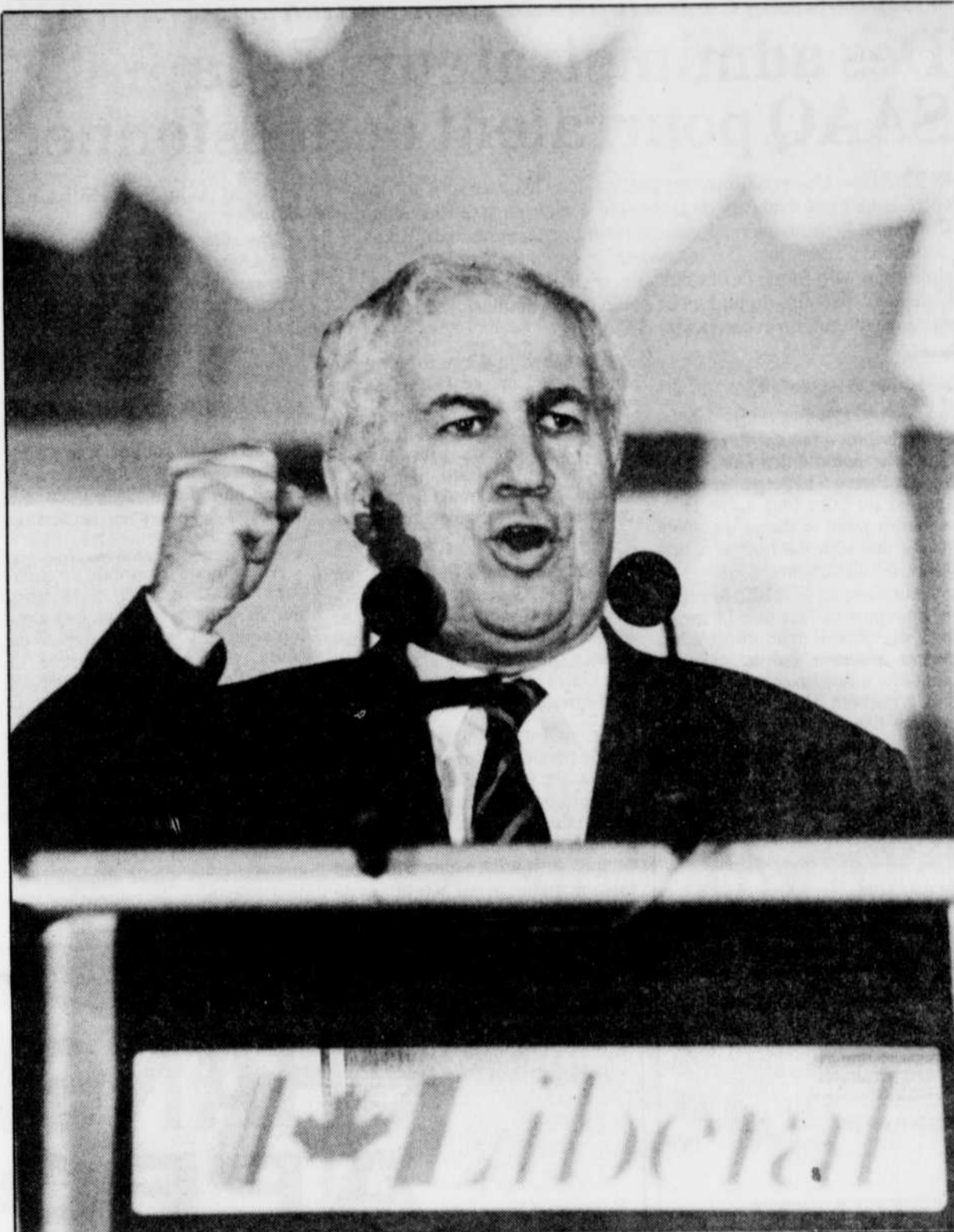
par DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

« Les travailleurs tiennent à obtenir un règlement et s'il le faut, ils mettront l'employeur au pied du mur. Ça fait trois ans qu'ils attendent en travaillant dans des conditions minimales, ils sont écoeurés », lance le négociateur des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), un syndicat affilié à la FTQ qui représente les travailleurs du Manoir Richelieu depuis 1991.

En octobre dernier, les deux partis étaient presque arrivés à une entente. Les travailleurs avaient toutefois rejeté les offres parce que les clauses salariales ne les satisfaisaient pas. « Tout l'aspect normatif du futur contrat est négocié. Il reste une quinzaine de points en litige portant principalement sur les clauses monétaires », révèle M. Lagacé.

Réunis en assemblée générale hier, une soixantaine des 100 travailleurs que regroupe l'accréditation ont accordé un mandat de grève dans une proportion de 81 %. « Nous allons proposer à l'employeur une ronde de négociations de la dernière chance. La grève n'est pas pour demain matin, mais nous ne passerons pas l'été à négocier », prévient M. Lagacé.

Les TUAC n'ont pas voulu élaborer sur leurs demandes ni sur les dernières offres de l'employeur. « Nous demandons un contrat de travail équivalent à ce qui se paye dans des hôtels comparables », lance M. Lagacé en évoquant l'Hôtel Tadoussac ou l'hôtel Val-des-Neiges, à Sainte-Anne-de-Beaupré. « Ce sont des hôtels de villégiature fonctionnant sur une base saisonnière comme le Manoir. »



Devant un parterre qui lui était tout acquis et visiblement très à l'aise, Jean Pelletier a fait un retour dans la capitale hier, alors qu'il était désigné sans opposition candidat libéral de la circonscription de Québec, en vue de la prochaine élection fédérale.

Pelletier revient chez lui

QUÉBEC — On se serait cru en pleine amicale d'anciens maires ou aux plus beaux jours du Progrès civique, hier soir, alors que M. Jean Pelletier a été désigné sans opposition candidat libéral de la circonscription de Québec, en vue de la prochaine élection fédérale.

par JACQUES DALLAIRE
LE SOLEIL

Visiblement à l'aise, l'ancien maire de Québec revenait chez lui au centre Durocher pour reprendre le flambeau libéral qu'avaient porté avant lui son prédécesseur à la mairie, M. Gilles Lamontagne, et précédemment, M. Jean Marchand, dans la circonscription alors connue sous le nom de Langelier.

Et c'est notamment parce qu'il est convaincu que « le Québec ne peut être sans le Canada » et qu'il « ne voit pas d'arguments convaincants pour séparer le pays » que M. Pelletier fait le saut à son tour dans l'arène fédérale.

Mais, c'est aussi parce qu'il veut que le fédéral participe comme partenaire de plein droit dans les dossiers régionaux qu'il a décidé de s'engager, a-t-il lancé à quelque 450 militants libéraux et à un parterre de « vieux complices », dont Gilles Lamontagne, Paul Martin et Marc-Yvan Côté, et à une brochette de candidats et de députés libéraux fédéraux et provinciaux.

« J'ai décidé de devenir député, malgré l'horaire que cela suppose, parce que j'ai des choses à faire à Québec », a précisé M. Pelletier sous les applaudissements nourris. Je suis attaché à Québec, cette ville que je voudrais plus en splendeur, bâtir en utilisant tous les leviers que l'institution fédérale met à notre portée. »

Dans cette veine, l'ancien maire de Québec pendant 12 ans — de 1977 à 1989 — et directeur de cabinet du chef Jean Chrétien au cours des dernières années entend mener une campagne d'idées. « Je veux dire de suite, d'entrée de jeu, que je ferai une campagne musclée, mais propre. On est là pour scruter des enjeux, a-t-il lancé à l'intention de ses adversaires de demain, dont le député actuel Gilles Loiselle, pas pour se dire des bêtises. »

Après s'être livré à une brève analyse des principales formations politiques qui s'affronteront bientôt, omettant nommément le Bloc québécois, M. Pelletier a expliqué, sur un ton presque paternaliste, avoir opté pour le Parti libéral parce que c'est le parti du juste équilibre et d'une saine pensée sociale.

« Le Parti libéral, a-t-il noté, n'est pas le parti des bien nantis, mais du monde ordinaire. C'est celui de l'égalité des chances pour tous et celui aussi qui se préoccupe des plus démunis. »

M. Pelletier a dit vouloir contribuer à rebâtir la confiance et la fierté des Québécois au sein de l'équipe Chrétien, « cet homme de principes, foncièrement intègre et qui par son expérience comme ministre, connaît la machine fédérale à fond et surtout ses limites ».

L'ancien maire, « un titre qui nous colle à la peau qu'on le veuille ou non », veut ainsi remettre les gens au travail et « faire en sorte que notre main-d'oeuvre soit adéquatement formée dans des domaines où nous pouvons tirer notre épingle du jeu dans un monde de plus en plus compétitif ».

Benoît Bouchard serait nommé ambassadeur à Paris

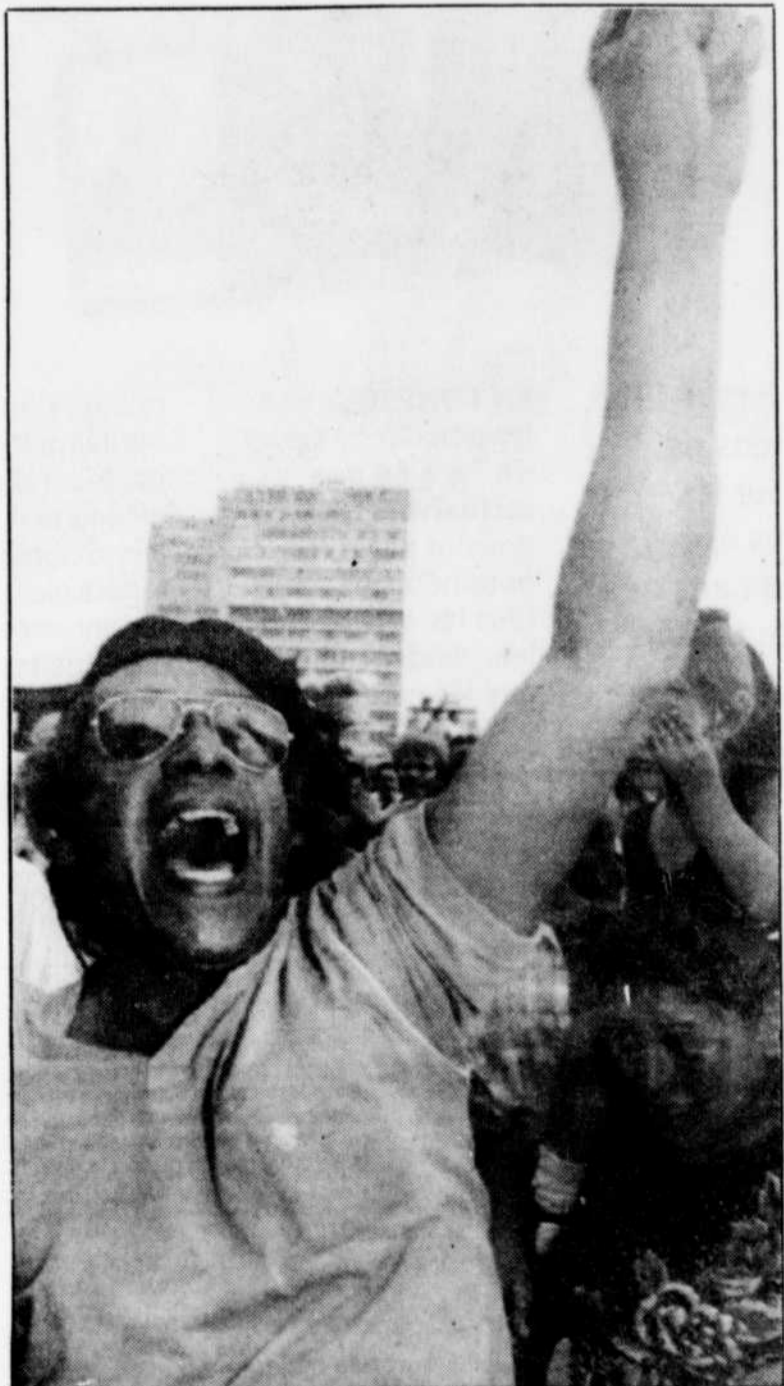
TORONTO (PC) — Le ministre de la Santé et du Bien-être social Benoît Bouchard deviendrait le prochain ambassadeur du Canada à Paris, selon le réseau anglais CBC.

M. Bouchard a annoncé en avril qu'il quittait la politique et des rumeurs laissaient entrevoir qu'il voulait devenir ambassadeur. M. Bouchard est âgé de 53 ans.

D'après CBC, la nomination de M. Bouchard serait annoncée demain.

Ami intime du premier ministre Brian Mulroney et considéré comme son lieutenant au Québec, M. Bouchard a caressé l'idée de présenter sa candidature à la direction du Parti conservateur. Il a finalement annoncé sa retraite de la vie politique, le 17 avril.

M. Bouchard a détenu plusieurs portefeuilles dans le cabinet conservateur après avoir été élu en 1984. Il a été ministre des Transports, du secrétariat d'Etat, de l'Emploi et Immigration et de l'Industrie, de la Science et de la Technologie avant de devenir le titulaire du ministère de la Santé et du Bien-être social.



Devant le palais de justice de Guatemala City, ce travailleur crie des slogans dénonçant la décision du président Jorge Serrano de dissoudre le Parlement et la Cour suprême.

Parlement et Cour suprême dissous Coup d'État civil du président au Guatemala

GUATEMALA (AP, Reuter, AFP) — Le président guatémaltèque Jorge Serrano a dissous, hier, le Parlement et la Cour suprême, suspendu la Constitution et annoncé dans un discours télévisé son intention de gouverner par décrets, de façon quasi-dictatoriale, jusqu'à l'élection d'une Assemblée constituante, qui devra intervenir dans les 60 jours.

Un ministre et cinq hauts fonctionnaires guatémaltèques, tous membres du Parti Socialiste Démocratique (PSD), ont présenté hier soir leur démission à la suite de ce coup d'État civil.

Washington s'est pour sa part dit « déçu » et a exprimé une « vigoureuse réprobation » du coup d'État jugé injustifié.

Le président Serrano a attribué son geste à la lutte contre le trafic de drogue et la corruption. Il a dénoncé le « vide législatif » dans le pays et souligné qu'une révision de la Constitution devenait indispensable.

Le procureur Jorge de Leon Carpio, qui a récemment dénoncé les enlèvements et les assassinats politiques, a été destitué et des journalistes ont vu des policiers militaires l'interpeller à son domicile. La télévision nationale a signalé que le président du Congrès Jose Lobo Dubon était placé en résidence surveillée.

La présence militaire et policière demeurait toutefois très discrète dans la capitale.

Le président Serrano a expliqué à ses compatriotes qu'il avait décidé d'agir en raison de la dégradation de la situation dans le pays où une grève ordonnée ven-

dredi dernier a entraîné l'intervention de l'armée pour disperser une manifestation.

Plus de 10 000 personnes avaient défilé dans la capitale, portant des pancartes avec la photographie du chef de l'Etat et scandant « démission, démission ».

Cette manifestation constituait l'aboutissement de plusieurs mois de conflit avec les organisations syndicales, l'opposition parlementaire et la presse. Le même jour, le président a annoncé la création d'une nouvelle unité anti-émeute de la police militaire et averti qu'il était décidé à agir avec vigueur contre ceux qui troublent l'ordre public.

Salariés et étudiants avaient manifesté à plusieurs reprises au cours de ces dernières semaines pour dénoncer les mesures d'austérité économique et réclamer une amélioration des salaires et des conditions de travail.

Le pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader depuis l'accession au pouvoir du président Serrano, en janvier 1991.

Les efforts du chef de l'Etat pour négocier la fin de la rébellion de gauche qui ensanglante le pays depuis 30 ans sont au point mort.

LA POLITIQUE

Gérard D. Levesque se défend de vouloir encourager le travail au noir

QUÉBEC — Selon le ministre des Finances, Gérard D. Levesque, l'opposition devrait se garder de jouer aux vierges offensées eu égard aux citoyens qui encouragent le travail au noir, voire de les traiter de « malhonnêtes ». Car « si on voulait être transparent, ce qualificatif pourrait peut-être s'appliquer à la majorité de ceux qui siègent dans cette Assemblée. »

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

Soumis comme le premier ministre, hier, à l'Assemblée nationale, à une mitraille de critiques dans la foulée de son dernier budget, le ministre Levesque s'est cependant bien gardé d'élaborer davantage sur cette piste potentiellement glissante, même si dans les banquettes d'en face, on le pressait de divulguer des noms. De toute évidence, l'opposition n'était guère elle-même intéressée à poursuivre dans cette voie.

Le critique de l'Opposition en matière de finances, Jacques Léonard, tenait alors rigueur au ministre Levesque d'avoir pris comme cible les « honnêtes » contribuables, sans prévoir aucune mesure de lutte au travail au noir, à la contrebande et à l'évasion fiscale.

Ce à quoi le député de Bonaventure a rétorqué que le gouvernement avait déjà déposé un projet de loi prévoyant une amende maximale de 500 000 \$ pour les trafiquants de cigarettes.

À son tour, le chef de l'Opposition, Jacques Parizeau, a bien tenté de cuisiner le premier ministre Bourassa sur son incapacité, au cours des trois dernières années, à contrer le travail au noir et la contrebande.

Le chef du gouvernement s'est alors demandé si comme effort supplémentaire pour réduire le déficit, le leader péquiste voyait

une nouvelle coupe dans les salaires des fonctionnaires provinciaux « comme il avait fait il y a dix ans ».

Par ailleurs, dans le dossier du

Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, le ministre des Finances estime qu'il faut bien se garder de confondre « le fonctionnement d'une société et l'attrait que constitue un abri fiscal ».

Le député de Bonaventure, à la défense de sa décision de ramener pendant deux ans à 75 millions \$ par année les contributions populaires à ce fonds, estime que cette

caisse pourra fort bien se tirer d'affaires en dépit de ce moratoire.

Le porte-parole de l'Opposition en matière de Finances, Jacques Léonard, a plaidé pour que le gouvernement fasse marche arrière, dans la perspective que seulement 23 000 nouveaux emplois sont prévus pour la présente année et pas plus que 54 000 l'an prochain.

« Siphonnage » du fonds de stabilisation

Des administrateurs de la SAAQ pourraient démissionner

QUÉBEC — Une rencontre est prévue dans les jours qui suivent entre les administrateurs de la Société d'assurance automobile du Québec et le ministre responsable de cet organisme, Sam Elkas, titulaire du Transport. Il n'est pas exclu cependant que le siphonnage du fonds de stabilisation de la SAAQ annoncé dans le dernier discours du budget se solde par la démission de quelques administrateurs de cette société d'État.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

Pour l'heure, a fait savoir le directeur des communications de la SAAQ, Pierre Théberge, la consigne est de taire tout autre commentaire pour la durée du débat sur le discours du budget d'une durée de 25 heures.

Toutefois, au SOLEIL, le maire de Beauport et l'un des 11 membres du conseil d'administration de cet assureur public, Jacques Langlois, a fait savoir au SOLEIL que n'eût été la protection des intérêts des assurés, il aurait remis sa démission dans les heures

qui ont suivi la déclaration du ministre des Finances, Gérard D. Levesque, jeudi soir dernier.

« Le nouveau patron de la SAAQ n'est plus dans les faits son PDG, Jean-Marc Bard, ni le ministre du Transport, mais le ministre des Finances, et ceci est très grave pour une mutuelle d'assurances. »

D'ailleurs, a-t-il ajouté, le fait que son PDG et que tous ses administrateurs soient nommés par le gouvernement a pour conséquence que la SAAQ est à toutes fins utiles à la merci du pouvoir politique.

Le maire Langlois a rappelé que le président-directeur général Jean-Marc Bard a reçu le mandat explicite de son conseil d'administration de s'objecter, « par tous les moyens mis à sa disposition », à ce que le ministre des Finances fasse main basse sur le milliard de sa caisse de stabilisation, qui « ap-

partient à la Société et aux assurés ».

Par ailleurs, le porte-parole de la SAAQ, Pierre Théberge, indique que rien n'empêche le gouvernement d'édicter une loi qui modifie le mandat de l'organisme pour lui permettre d'aller puiser dans sa réserve de stabilisation.

« Il l'a déjà fait dans le passé, mais le prétexte était l'amélioration du réseau routier, une mesure à tout le moins compatible avec la mission de la SAAQ, ce qui n'est pas le cas avec le dernier budget. »

Au cours de la période de questions à l'Assemblée nationale, hier, le ministre des Finances s'est demandé, qui, hormis le député de Lévis, pourrait poursuivre la SAAQ pour dérogation à sa loi constitutive. Le député Jean Garon venait de laisser entendre que le « détournement de fonds sans précédent de la caisse des assurés de la SAAQ » a pour conséquence que les administrateurs de la société seront forcés d'agir en contrevention de la loi qu'ils doivent administrer et qu'ils deviendront ainsi passibles de poursuites devant les tribunaux.



Le nouveau premier ministre de la Nouvelle-Écosse, le libéral John Savage, en compagnie d'un de ses candidats.

Élections en Nouvelle-Écosse Les libéraux écrasent les conservateurs

HALIFAX (PC) — Les libéraux de John Savage ont remporté une écrasante victoire sur les conservateurs, hier, en Nouvelle-Écosse, portant au pouvoir le premier gouvernement libéral en 15 ans.

Il s'agit d'un gouvernement fortement majoritaire, les libéraux étant certains d'occuper une quarantaine des 52 sièges de l'Assemblée législative. Le Parti libéral est allé chercher l'appui d'un électeur sur deux.

Les conservateurs, quant à eux, formeront quand même l'opposition officielle, ayant pu garder neuf des 25 sièges qu'ils détenaient au moment de la dissolution du Parlement, et le Nouveau Parti démocrate se maintient, avec trois députés de sa formation au parlement. Dès l'annonce des résultats,

le premier ministre Don Cameron a déclaré qu'il quittait la direction du Parti conservateur.

Le 26^e premier ministre de Nouvelle-Écosse s'appellera John Savage. Il a 61 ans, est médecin, et est l'ancien maire de Dartmouth. Il est le chef du Parti libéral depuis moins d'un an.

Le Canada compte désormais pas moins de cinq gouvernements libéraux: à Terre-Neuve, dans l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, au Québec et maintenant en Nouvelle-Écosse.

Renaissance d'un style généreux, moelleux, inspiré du brocart, aux riches tissus rehaussés de dessins aux tons sourds d'une fin d'automne, vifs comme un jour de fête ou simplement de couleurs dragées.

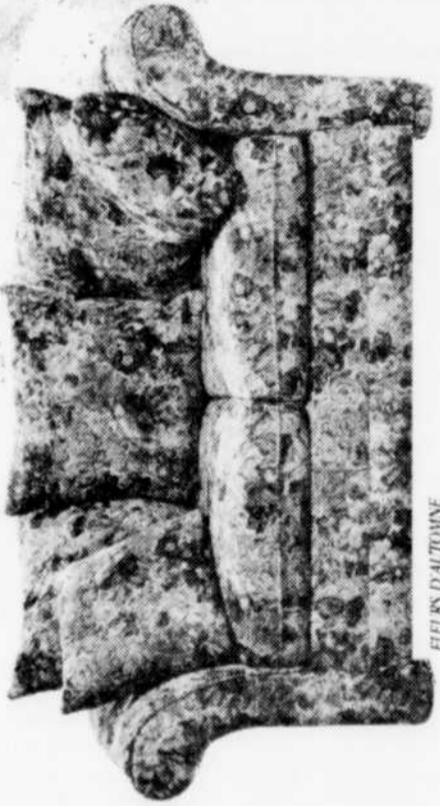
Un confort garanti à vie grâce aux ressorts INNER SOFT.

Disponible en version: fauteuil, causeuse, sofa, sofa-lit.

Accessoires disponibles: pouf, et coussins d'appoint.

50 possibilités de motifs et coloris.

CLASSICISME.



629\$

CAUSEUSE (tissu illustré)

Autres tissus disponibles à partir de 539\$ pour la causeuse

PROMOTION:

Payez dans 4 mois. Voir règlements en magasin.

Fournisseur officiel de la Maison Kinsmen 1993

Premier versement dans 4 mois après livraison. Sujet à approbation du crédit.

Service de livraison disponible OUVERT LE DIMANCHE



Québec
angle boul. Hamel/Henri-VI
(418) 871 22 21

Lévis, Saint-David
4447, boul. de la Rivière-Sud (route 132)
(418) 835 15 73

CHANGEMENTS APPORTÉS AU RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC



Dès le 26 mai 1993, les examens de la vue pour les personnes âgées de 41 à 64 ans ne seront plus assurés.

EN CONSÉQUENCE, les personnes âgées de 18 à 64 ans inclusivement devront payer les optométristes pour tous les services qu'ils leur rendent, ainsi que les médecins,

omnipraticiens ou ophtalmologistes, qui leur font passer un examen de la vue afin d'obtenir ou de renouveler une ordonnance pour des lunettes ou des verres de contact.

EXAMENS DE LA VUE

Moins de 18 ans	assurés
18 à 64 ans inclusivement	non-assurés*
65 ans et plus	assurés

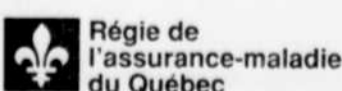
*EXCEPTIONS

Les examens continueront d'être GRATUITS pour les personnes suivantes:

- les prestataires de la sécurité du revenu (bénéficiaires de l'aide sociale);
- les adultes hospitalisés ou hébergés en établissement;
- les handicapés visuels;
- les personnes âgées d'au moins 60 ans et de moins de

65 ans qui reçoivent une allocation de conjoint en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse et qui détiennent un carnet de réclamation valide émis par le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

1. Cette mesure s'applique dès maintenant, mais est sujette à l'adoption d'un projet de loi par les membres de l'Assemblée nationale.



VOUS CHANGEZ D'ADRESSE? DITES-LE NOUS SANS FAUTE! Utilisez le formulaire disponible dans les pharmacies et les établissements de santé.

Règlement permettant de lutter contre les CFC

Québec manque d'argent pour payer 5 fonctionnaires

QUÉBEC — Les temps sont durs à Québec. Le gouvernement Bourassa ne peut mettre en application un règlement sur les produits détruisant la couche d'ozone parce qu'il ne trouve pas l'argent nécessaire pour payer le salaire de... cinq fonctionnaires.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

C'est pourtant avec fanfare que le ministre québécois de l'Environnement, Pierre Paradis, avait clamé, il y a un an maintenant, que Québec devenait avec cette loi la première province à agir dans un domaine qui a fait l'objet de la signature d'accords internationaux, dont le Protocole de Montréal, en 1987.

Les contrevenants aux normes pour vendre, utiliser et récupérer les substances comme les CFC — chlorofluorocarbones —, avait-il annoncé, étaient passibles d'amendes pouvant atteindre un demi-million de dollars. L'interdiction de vendre certains extincteurs utilisant le halon était prévue pour juillet. Le Conseil du Trésor bloque cependant tout.

« À quoi ça nous servirait de le mettre en application si nous n'obtenons pas le personnel pour faire respecter le règlement, avance l'attachée de presse du ministre Paradis, Mme Sylvie Marier. Nous avions évalué au début qu'une douzaine de postes seraient nécessaires. Nous sommes rendus à en demander cinq, six. Nous sommes toujours en discussions avec le Trésor. »

Le « leader » d'avril 1992 est en

voie de devenir le cancre de la classe. « Depuis, six provinces ont adopté leur règlement sur ces substances, constate la porte-parole. Nous sommes rendus parmi les derniers. Nous avons perdu le leadership, c'est déplorable. »

C'est la Corporation des maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec qui a attiré l'attention sur ce dossier. Sa directrice générale Monique Chemarin-Guérin affirme que le gouvernement commet un manquement aux engagements pris envers la communauté internationale.

Surtout, « je ne crois pas du tout que le Conseil du Trésor n'a pas les budgets. Quelqu'un quelque part manque de volonté. »

« Les seuls qui pourraient être contre le règlement sont les manufacturiers de ces produits, poursuit la responsable de l'association regroupant 350 firmes. Le reste de l'industrie la veut. »

« Nous sommes conscients des effets des substances sur l'environnement. Et le gouvernement permet à n'importe qui, sauf sur les chantiers de construction, de les manipuler », termine la directrice en pointant du doigt particulièrement ceux qui installent des thermopompes.

Il n'a pas été possible de connaître le budget nécessaire. L'Environnement précise que l'appli-

cation ne demande pas le recrutement de hauts salariés. « Nous ne tenons pas à embaucher nécessairement. Nous sommes prêts à récupérer des gens d'autres ministères, s'il y en a. »

Officiellement, la Fonction publique compte environ 200 fonctionnaires sans affectation.

Québec se dote d'un programme visant à réduire les problèmes de natalité

QUÉBEC — Au Québec en 1991, un bébé sur cinq naît dans la pauvreté, un sur 10 dans la misère.

par NORMAN DELISLE
de la Presse canadienne

C'est pour faire face à ces problèmes que le ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, a annoncé hier la mise en place d'une série d'objectifs pour réduire d'ici 10 ans les problèmes en matière de natalité.

Ces objectifs, qui devront avoir été atteints en l'an 2002, sont les suivants :

- diminuer à moins de 5 % le taux de naissances prématurées partout au Québec. Ce taux était en 1991 de 6,7 %. Est considéré comme prématuré un enfant né avec moins de 37 semaines de gestation ;

- diminuer à moins de 4 % le taux de naissances de bébés de petit poids. Ce taux est de 5,8 % en 1991. Le poids considéré minimal est de 2500 g ;

- réduire à moins de 15 pour 1000 le taux de grossesse chez les adolescentes (17 ans et moins). Ce taux en 1990 était de 18,8 pour 1000 ;

- réduire les taux d'interventions obstétricales dans l'ensemble du Québec. On vise notamment à réduire à 12 % (il est actuellement de 15 %) le taux de césariennes et d'épisiotomie, et à augmenter le nombre d'accouchements vaginaux après césarienne.

La collaboration de tous les intervenants de la santé, particulièrement les centres locaux de



Les bébés pesant moins de 2500 g à la naissance ou nés avant 37 semaines de gestation doivent être hospitalisés lors de leur première année, parfois durant plusieurs mois, ce qui entraîne des coûts de plus de 100 000 \$ au programme de santé du Québec, selon le document du ministère.

services communautaires (CLSC), sera requise pour atteindre ces objectifs, a fait savoir le ministre.

Comparaisons

En matière de mortalité néonatale, le Québec se compare avantageusement aux autres pays industrialisés avec 6 décès par 1000 naissances.

C'est légèrement plus que le Japon et la Suède, mais légèrement moins qu'au Danemark, qu'aux États-Unis ou qu'aux Pays-Bas.

Par contre, le Québec se compare beaucoup moins bien avec les autres pays industrialisés en ce

qui a trait aux naissances de bébés pesant moins de 2500 g à la naissance ou nés avant 37 semaines de gestation.

Le ministre Marc-Yvan Côté a souligné à cet égard l'importance d'investir dans la prévention puisqu'un bébé de petit poids doit être hospitalisé lors de sa première année de vie et que le coût annuel d'un lit d'hôpital et des soins pour ce bébé dépasse quelque 100 000 \$.

Le Québec connaît aussi un taux élevé (entre 2 et 3 %) d'enfants qui naissent avec des anomalies congénitales graves. Cela

représente de 2000 à 3000 enfants par année.

Le Québec a connu, contrairement au reste du monde occidental, un accroissement du nombre de grossesses chez les adolescentes de 14 à 17 ans, qui est passé de 12,5 à 18,8 pour 1000 entre 1980 et 1990.

Enfin, le ministre Côté a rappelé que le gouvernement est en train de mettre sur pied un programme expérimental par lequel les femmes qui accouchent pourront avoir recours aux services d'une sage-femme. Le premier projet pilote doit voir le jour au cours des prochaines semaines en Outaouais.

En Bref

■ Québec négocie toujours la vente d'électricité au Rhode Island

QUÉBEC — Les discussions se poursuivent toujours entre Hydro-Québec et l'État du Rhode Island pour la vente de 250 MW d'électricité, a prétendu hier le premier ministre Robert Bourassa en dépit de certaines mises au point émises tant par Hydro-Québec que par la Rhode Island Public Utilities Commission. Interrogé à l'Assemblée nationale par le député péquiste d'Abitibi-Ouest, François Gendron, M. Bourassa a soutenu que les « discussions n'ont pas été rompues » pour ce contrat.

Le Bas-Saint-Laurent
Du grand théâtre... en été

LES PRODUCTIONS THÉÂTRALES DE TROIS-PISTOLES
présentent du 2 juillet au 14 août

LA NUIT DE LA GRANDE CITROUILLE

Une création de Victor-Lévy Beauregard
Mise en scène de Jean Salvy

avec
Aubert Pallascio
Nothilde Gascon
Éric Cabana

Présidence d'honneur et commanditaire officiel

REN WEEDER

Le caveau-théâtre
21 rue Pallatier, Trois-Pistoles
851-4759 (saison)
851-4949 (hors-saison)

Prix 185 à 235 (selon catégories)
Prix de groupe et forfaits disponibles

Signature du Grand Prix du Touriste Développement 1993

Le Bas-Saint-Laurent
Là où vous aimerez revenir

Association touristique du Bas-Saint-Laurent

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA RÉGION, DEMANDEZ LE "GUIDE TOURISTIQUE 1993" ET LE "GUIDE FORFAITS-VACANCES"

Contactez-nous!

Association touristique du Bas-Saint-Laurent
189, boul. Hôtel-de-Ville
Rivière-du-Loup
G5R 5C4

1-800-563-5268

POHÉNÉGAMOOK
Là où DAME NATURE est toujours REINE des Neiges

POHÉNÉGAMOOK, c'est un lac majestueux • une flore et un riche habitat faunique • la plus belle plage au Bas-Saint-Laurent • un séjour à Pohénégamook Santé Plein Air, à l'Auberge La Gourmandière ou bien à l'Hostellerie des Frontières • une marina • des croisières en bateau-mouche • un monastère légendaire • des festivités • des gens chaleureux et tant de choses encore... Hébergement à partir de 30,00\$ • Forfaits disponibles sur demande

Corporation touristique Ville de Pohénégamook
Tél.: (418) 859-3450 Fax: (418) 859-3465

Le Bas-Saint-Laurent

Là où l'on sort des sentiers battus...

Cacouna • L'Isle-Verte • Trois-Pistoles • Saint-Simon • Rivière-du-Loup • Saint-Mathieu • Saint-Fabien • Notre-Dame-du-Portage • Saint-Jean-de-Dieu • Bic • Rimouski • Pointe-au-Père • Sainte-Luce • Saint-André • Saint-Alexandre • Saint-Hubert • Saint-Cyprien • Trinité-des-Monts • Saint-Narcisse • Sainte-Blandine • Saint-Donat • Rivière-Quelle • Kamouraska • Saint-Pascal • Saint-Louis-du-Hal-Hal • Cabana • J.A.L. • Notre-Dame-du-Lac • Dégelis • Rivière-Bleue • La Pocatière • Saint-Pacôme • Pohénégamook • Rivière-Blanche

AUBERGE de la POINTE
RIVIÈRE DU LOUP

L'atmosphère d'une auberge dans un complexe hôtelier de grand confort!

Station de villégiature et centre de santé en bordure de la mer spécialisé en forfaits. Forfaits thématiques: Théâtre - Pension - Vélo Golf - Famille - Croisières - Santé

Forfaits à partir de 51,00\$/pers. occ. double

Demandez notre dépliant 1-800-463-1222

AUBERGE DU PORTAGE

Sympathique auberge de style victorien, située sur la plage de Notre-Dame-du-Portage, à 10 km de Rivière-du-Loup.

Thal assothérapie, algothérapie, pressothérapie, hydrothérapie, enveloppement d'argile, bain de boue, soins à l'argile, Massages suédois, californien, shiatsu, trager, polarité, drainage lymphatique.

95,00\$ par personne/ par jour (occupation double) (CHAMBRE, 3 REPAS, 1 SOIN DE SANTÉ)

Rabais hors-saison 25% 7 mai au 25 juin 22 août au 11 octobre

671, ROUTE DU FLEUVE NOTRE-DAME-DU-PORTAGE (QUÉBEC) G1L 1Y0 (418) 862-3601

Fax (418) 862-6190

HÔTEL LEVESQUE INC.
Hôtellerie de villégiature / vue sur le fleuve

FORFAIT SEJOUR
À PARTIR DE \$54.00 par personne (occ. double)

Hébergement, souper, déjeuner et service (taxes en sus)

1-800-463-1236

Bains tourbillons Vélo
Saumon fumé maison Piscine
Forfaits variés Terrain de jeux

171, FRASER RIVIÈRE-DU-LOUP G5R 1E2

Le théâtre les Gens d'en Bas
PRÉSENTE
Du 30 juin au 14 août

LA JEUNE FILLE ET LA MORT

d'Ariel Dorfman
Traduction Denis LeBlond

Louison Danis
Denis Mercier
Jean-Louis Roux

Forfaits "souple-théâtre" disponibles
Prix (en semaine): 18,00\$ (fin de semaine): 20,00\$
Grande Théâtre du Bic, Route 132, Bic
Réservations: 736-4141

HÔTEL RIMOUSKI
HÔTEL ET CENTRE DE CONGRÈS

- RESTAURANT, BAR
- SERVICE AUX CHAMBRES
- PISCINE INTÉRIEURE
- VUE SUR LE FLEUVE

Forfaits disponibles à partir de 64,00\$
(occ. simple ou double)

Hôtel Rimouski
225, boul. René-Lepage Est
Rimouski (Qc.) G5L 1P2
(418) 725-5000

Pour réservations: 1-800-463-0755

Gouvernement du Québec
Ministère du Tourisme

Bonjour!

Le Bas-Saint-Laurent
Là où vous aimerez revenir

1 800 563-LÀ OÙ...
(1 800 563-5268)

Une 2e bourse de 85 000 \$ dans la région

QUÉBEC — Nadine Twaites de Cap-Rouge n'est pas la seule étudiante du Québec à recevoir une bourse de 85 000 \$ pour étudier aux États-Unis. Une autre étudiante de Lévis, Julie Perreault, s'est également vu décerner cette même bourse par la fondation américaine John Motley Morehead.

par PIERRE PELCHAT
LE SOLEIL
C'est le père de l'étudiante de 18 ans, M. Luc Perreault, qui a communiqué, hier, l'information au SOLEIL. Julie Perreault n'était pas l'une des trois étudiantes choisies à travers le Canada dans un premier temps. C'est à la suite du désistement de



Julie PERREAULT

l'un des premiers récipiendaires que la fondation a retenu le nom de Julie Perreault.

Il n'a pas été possible hier de la joindre, puisqu'elle était à l'extérieur de la région de Québec. Elle doit se rendre bientôt en Oregon dans un camp de vacances dans le cadre de ses études universitaires.

En plus d'avoir obtenu d'excellents résultats scolaires au collège Héritage de Hull, Julie Perreault est active dans le milieu étudiant. Elle a été secrétaire du conseil étudiant. Elle s'est également impliquée à l'extérieur en donnant des cours de prévention des MTS aux étudiants de niveau secondaire. Dans les sports, c'est au basket-ball qu'elle a fait sa marque au

collège Héritage.

« Il fallait beaucoup s'impliquer à l'école pour obtenir cette bourse », a commenté, hier, Nadine Twaites.

Les candidats sont choisis en fonction de leur dynamisme, leur engagement social et leur prati-



Nadine TWAITES

que sportive en plus des résultats scolaires.

« J'ai fait partie du conseil étudiant, du journal étudiant, de l'organisation portes ouvertes. Les gens disaient que j'étais partout à l'école », a-t-elle indiquée. « Nous devons avoir des notes au-dessus de 90 % », a ajouté l'étudiante de Cap-Rouge.

Son implication dans la communauté s'est manifestée par sa participation à la commission pour la région de Québec du Parti libéral du Canada. « J'aime beaucoup la politique », a-t-elle confiée. Dans les sports, elle excelle à la natation. Elle joue du piano depuis 10 ans.

Le Meublement PRINTANIER

FAUTEUIL DE ROTIN
PROMOTION
89\$

Aussi disponible: chaise berçante modèle # 3308

PROMOTION:
Payez dans 4 mois. Voir règlements en magasin.

Pournaisseur officiel de la Maison Kinsmen 1993

Premier versement dans 4 mois après livraison. Sujet à approbation du crédit.

Québec
angle boul. Hamel/Henri-VI
(418) 871 22 21

Service de livraison disponible
OUVERT LE DIMANCHE

Lévis, Saint-David
4447, boul. de la Rive-Sud (route 132)
(418) 835 15 73

Manoir Richelieu

FORFAIT GOLF
prolongé jusqu'au 9 juin 1993

incluant: la chambre, une ronde de golf (avec voiturette), le petit déjeuner buffet servi à la salle à manger de l'hôtel. TPS et TVQ non incluses.

Double 65 \$
p.p. par jour en occ. double

Pour réservations:
1-800-463-2613

BISHOP'S COLLEGE SCHOOL
Lennoxville (Québec) Canada
Internat-externat privé mixte de la 7e à la 12e année

CES JEUNES PERSONNES ONT LE DÉSIR D'APPRENDRE, DE SE DÉVELOPPER ET DE RÉUSSIR
CLASSE ANNÉE 98

Bishop's College School est reconnu comme l'une des meilleures écoles internationales du Canada et est situé dans un parc magnifique de 350 acres au cœur des Cantons de l'Est du Québec.

Bishop's College School préparera votre fils ou votre fille à affronter les défis de l'avenir grâce à une formation rigoureuse et créative.

Pour de plus amples renseignements relatifs à l'admission, venez rencontrer Mme Judith Detchon, Directrice de l'admission, le 31 mai, au Château Frontenac, 1, des Carrières, de 19h à 21h.

Pour plus de détails, appelez au bureau d'admission à:

Bishop's College School
Lennoxville (Québec)
Téléphone: (819) 566-0227
Télécopieur: (819) 822-8917

"L'AVENIR"
de vos enfants est la meilleure raison pour inscrire ceux-ci à B.C.S.

Venez me voir c'est moi MAX.
Animation, pop corn, café
C'EST LA FÊTE!
J'ai le contrôle au MAX du président et de son directeur général, ils vont m'écouter.
SOLDE MONSTRE

60 TEMPO MAX

À partir de **10 493\$***

EN PLUS: Cadeau de MAX vous donne une garantie** prolongée de 4 ans ou 100 000 km

OU

• une réduction de 1% sur le financement***

OÙ ÇA?...
MARTIN LEVIS

PLUS DE 53 ANS A VOTRE SERVICE!

ON SE SENT -FORD- ON SE SENT JEUNE!
5475, boul. de la Rive-Sud, Lévis
837-8801

* Rabais Ford inclus, taxes et prep. en sus
** Garantie groupe motopropulseur, franchise de 200 \$
*** Sujet à l'approbation du Service de crédit. Pour un temps limité

FRUITS ET LÉGUMES
Le JARDIN MOBILE

BANANE
Produit importé, qualité supérieure
37¢ la livre .82 \$ le kilo

CHOU-FLEUR
Produit de Californie, grosseur #12, qualité supérieure
97¢ chacun

LAITUES POMMÉE, ROMAINE OU FRISEE
Produit de Californie, grosseur #24, qualité supérieure
77¢ chacune

BROCOLI
Produit de Californie, qualité supérieure
97¢ chacun

CÉLERI
Produit de Californie, grosseur #24, qualité supérieure
97¢ chacun

CHAMPIGNON
BLANCS ou CAFÉ, produit de l'Ontario, frais, qualité supérieure
97¢ la chopine

RAISIN ROUGE
Variété "Empereur", qualité supérieure
97¢ la livre 2.14\$ le kilo

FRAISE FRAÎCHE
Produit de Californie, qualité supérieure
1.27\$ chopine

ZUCCHINI
Produit des États-Unis, pré-emballés, qualité supérieure
97¢ la livre 2.14\$ le kilo

ÉPINARD
Produit des États-Unis, sac 10 onces (284 g), qualité supérieure
97¢ le cello

RADIS 1 LIVRE
Produit des États-Unis, 454 gr, qualité supérieure
77¢ cello

CONCOMBRE RÉGULIER
Produit des États-Unis, qualité supérieure
2 pour 77¢

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 30 MAI 1993 INCLUSIVEMENT DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

LE JARDIN MOBILE

Un spécialiste accuse Info-secte de générer l'intolérance sociale

QUÉBEC — Le spécialiste des nouvelles religions Alain Bouchard, de Québec, ne croit pas que Mme Thérèse Thibault et ses *Mouanos québécois* puissent être vraiment dangereux pour quelqu'un. Et du même souffle, il accuse le mouvement Info-secte, de Montréal, de causer plus de torts sociaux que les groupes eux-mêmes qu'il dénonce.

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

M. Bouchard (aucun lien avec l'auteur de cet article) est un historien qui enseigne à l'université

Laval et au cégep de Sainte-Foy. Il y a maintenant 10 ans qu'il s'intéresse scientifiquement aux nouvelles religions. Il a bien voulu commenter pour LE SOLEIL les accusations de danger public qui ont été lancées contre Mme Thibault, le week-end dernier, par un ancien « client » qui la rend responsable de la perte de sa femme.

M. André Labrie, 32 ans, de Pintendre, accuse *Les Mouanos québécois* et sa dirigeante Thérèse Thibault, de Saint-Roch à Québec, d'être une secte dangereuse pour la société et a mandaté l'avocat Jean-François Lecourt, de la Rive-Sud, d'examiner la possibilité de poursuites légales. Tandis qu'Info-secte, par la voix de son directeur Yves Casgrain, dit y déceler nettement les symptômes qui mènent souvent aux tragédies du type de Waco, au Texas.

« Les groupes comme *Les Mouanos québécois* attirent souvent des gens qui tentent d'éliminer un certain malaise de leur vie, explique M. Bouchard. Il arrive un bon jour que leur besoin se règle à l'intérieur du groupe. Mais le groupe n'est pas pour autant responsable de la situation. »

Comme ce n'est pas le groupe qui est responsable de la séparation de Mme Francine Janelle d'avec son mari André Labrie, soutient l'historien. « Celui qui perd quelque chose en jette le blâme sur le groupe, dit-il, pour ne pas avoir à réévaluer ses positions. »

M. Bouchard estime qu'au moment du grand éclatement de la famille, il peut être fort tentant de pointer les sectes du doigt. Comme le Québec pointe actuellement la religion catholique du doigt pour plein de ses problèmes : *Enfants de Duplessis, Au nom du père et du fils*. « C'est le grand règlement de comptes religieux, affirme le spécialiste. Et on s'empresse d'attaquer tout de suite les nouveaux groupes et les nouvelles



Le spécialiste Alain Bouchard ne croit pas que Mme Thérèse Thibault et ses « Mouanos québécois » puissent être vraiment dangereux pour quelqu'un.

Les libéraux veulent se démarquer par leur politique étrangère

OTTAWA (d'après PC) — La politique étrangère est ce qui distingue le plus clairement un libéral d'un conservateur et les libéraux entendent le démontrer durant la prochaine campagne électorale.

« Rien n'illustre mieux la différence entre les conservateurs et les libéraux que la politique étrangère », a déclaré hier le chef libéral Jean Chrétien, alors qu'il rendait public le Cahier de la politique étrangère, un résumé du programme de son parti dans ce domaine.

Les grandes nouveautés de ce

programme rédigé sous la direction du député Lloyd Axworthy touchent la Défense et l'Arctique.

La politique libérale en matière de défense serait tournée vers le maintien de la paix mais le Parlement serait consulté chaque fois que des troupes seraient envoyées dans une zone de conflit.

Même s'il appuyait l'envoi de troupes en Bosnie et en Somalie, M. Chrétien croit qu'un débat au-

rait dû avoir lieu en Chambre.

Les libéraux aideraient l'industrie militaire et plusieurs bases à se convertir vers une production ou un usage civil.

Comme l'a souvent répété M. Chrétien, le Parti libéral mettrait la hache dans le projet d'achat d'hélicoptères EH-101 d'une valeur de 5,8 milliards \$ en 13 ans.

En ce qui a trait à l'Arctique, les libéraux recommandent la création d'une organisation multilatérale regroupant tous les pays ayant une frontière arctique. On nommerait même un ambassadeur spécial pour l'Arctique.

Dans le reste des dossiers, les libéraux ne se démarquent pas radicalement des conservateurs.

Ainsi, lorsque vient le temps de définir une politique vis-à-vis des États-Unis, le mot indépendance revient comme un leitmotiv.

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 1^{er} JUIN 1993

Demandez notre carte de crédit

Spéciaux DE LA SEMAINE

Monsieur C. Moderne

GRANDE LIQUIDATION DE TONDEUSES À GAZON

À partir de

Tondeuse 3,5 HP **129\$**

Tracteur-tondeuse 12 HP **1 089\$**

Autres modèles en magasin.

PANNEAUX DE COPEAUX PRESSÉS

4 x 8 pi

5/8 po (bouveté) **16²⁹**

1/4 po **7⁶⁹**

7/16 po **9⁹⁹**

CIMENT PLASTIQUE

20 kg **10⁹⁹**

Enduit fibreux pour toiture

20 litres **12⁹⁹**

REVÊTEMENT EXTÉRIEUR EN VINYLE

Super offre!

• blanc

• D4 - D4 colonial - D5 colonial

45\$ la toise

GRAND CHOIX DE PRÉLARTS

1^{re} qualité à partir de **2⁹⁹**

PORTE EN ACIER

cadre recouvert de vinyle

B01 **135\$**

B03 **189\$**

B06 **169\$**

SOFFITE en aluminium

• blanc

• 017 mm d'épaisseur

• 16 po x 12 pi

7⁹⁹ ch.

PORTE D'INTÉRIEUR PRÉMONTÉE

• Ensemble complet avec chambranle et poignée

Acajou **47⁹⁵**

À motifs embossés **67⁹⁵**

TERRE NOIRE ou TERRE À JARDIN

sac de 30 litres

3 sacs pour **3⁷⁹**

FUMIER DE MOUTON

sac de 30 litres

3 sacs pour **4⁸⁹**

Centre d'aubaines

CONTRE-PLAQUÉ MODERNE

HEURES D'OUVERTURE

Du lundi au mercredi de 8h à 17h30

les jeudi et vendredi de 9h à 17h

le samedi de 9h à 17h

le dimanche de 10h à 16h

1177 boul. Pie XI Val Belair - Téléphone: 842-1911

Camion-girafe Livraison sur demande

Les Léger-Paiement économisent



CAVALIER

169\$

PAR MOIS*
SUR 36 MOIS

9293\$**

OU

C'est en plein le temps de profiter des économies et de tout l'équipement que vous offre la Cavalier VL 4 portes 1993.

- Moteur 4 cylindres de 2,2 L
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Freins antiblocage (ABS)
- Verrouillage automatique des portes

- Carrosserie en acier galvanisé
- Garantie GM TOTAL[™] de 3 ans/60 000 km*** sans franchise

VOS CONCESSIONNAIRES

CHEVROLET

GEO

Oldsmobile

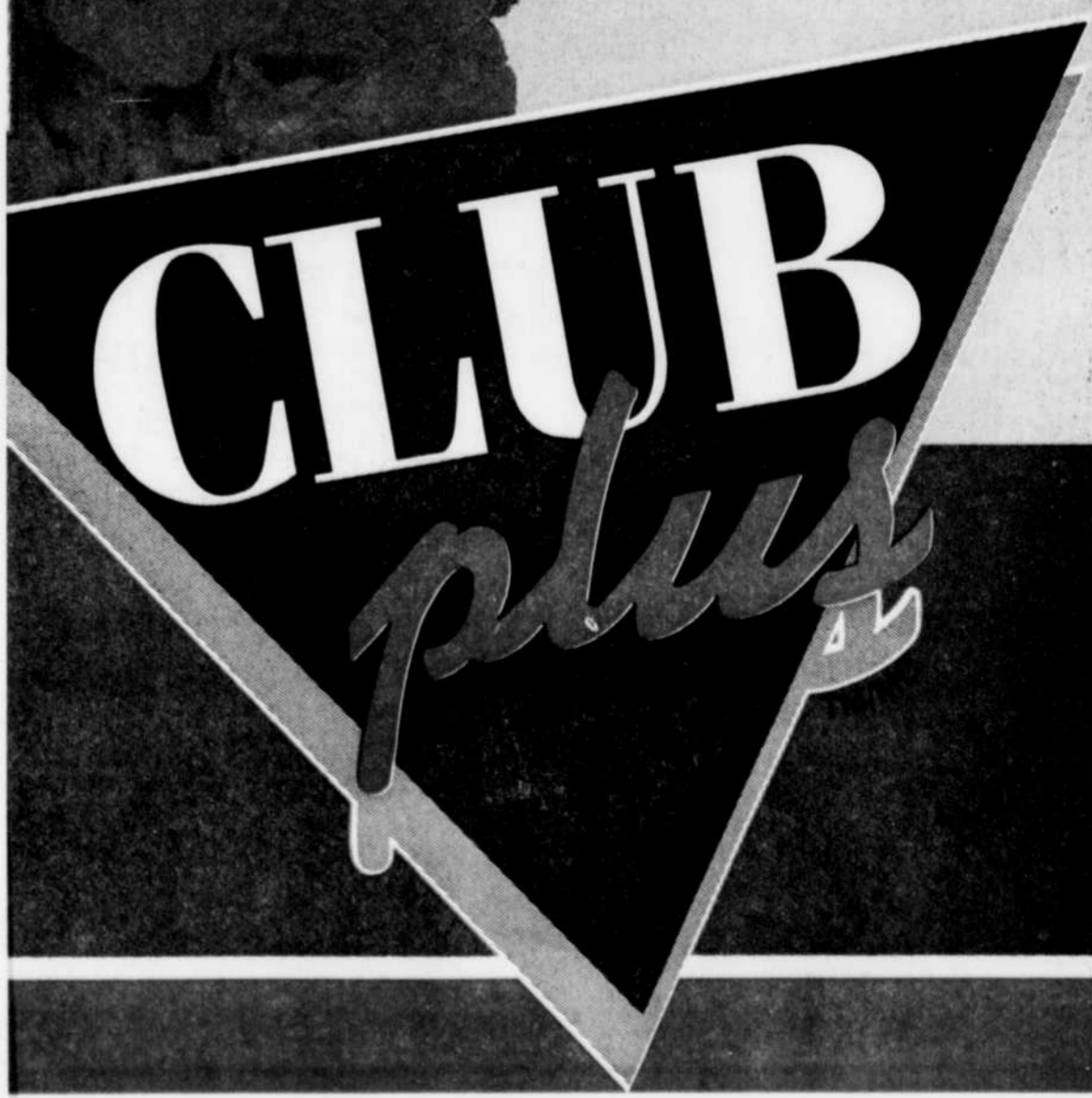
PARTICIPANTS



*Prix basé sur un bail de 36 mois, avec un versement initial de 1 338 \$ (ou échange équivalent), transport, premier paiement et tous les rabais taxables GM inclus. Dépôt de 300 \$ remboursable. Taxe en sus. Kilométrage limité à 24 000 km par année. Le coût du kilométrage excédentaire est de 5 \$ par kilomètre. Sujet à l'approbation du crédit. Offre à durée limitée, réservée aux particuliers et ne s'applique qu'aux modèles neufs 1993 en stock. ** Taxes et transport en sus. Tous les rabais taxables GM inclus. Tous les détails chez vos concessionnaires Chevrolet Geo Oldsmobile. *** Selon la première éventualité. L'assistance routière Chevrolet est offerte sur les modèles Chevrolet 1993. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Détails chez votre concessionnaire Chevrolet Geo Oldsmobile.



QU'EST-CE QU'UN
HOMARD,
UN GÉRANIUM
ET LES
PRODUITS
CLUB PLUS
ONT EN
COMMUN?



eristomixom'e J

LES BAS, BAS PRIX MAXI!

Maxi vous offre fraîcheur, qualité, abondance et variété à bas, bas prix, tous les jours, 52 semaines par année!
Découvrez la différence Maxi et profitez-en dès aujourd'hui!



Comparez et constatez!

Maxi vous propose des bas, bas prix sur des centaines de produits Club Plus : des produits à prix équivalents ou inférieurs à ceux de Club Price*, dans des formats qui vous conviennent.

*Club Price est une marque déposée de Price Company, Californie, États-Unis d'Amérique.



CROUSTILLES régulières ou BBQ HUMPTY DUMPTY 454 g 185 COMPAREZI 185 Club Price : 454 g 185 COMPAREZI 185	Frites SURGELÉES régulières McCain 1 X 2,25 kg 249 COMPAREZI 249 Club Price : 2 X 2,25 kg 499 COMPAREZI 249	SUCRE BLANC granulé LANTIC 2 kg 137 COMPAREZI 68¢ Club Price : 10 kg 849 COMPAREZI 84¢
BOISSON AUX FRUITS régulières ou BBQ SPRINT/FBI 3 X 250 mL 76¢ COMPAREZI 76¢ Club Price : 9 X 3 X 250 mL 689 COMPAREZI 76¢	COLLATION INSTANTANÉE choix de saveurs GATTUSO 1 X 65 g 65¢ COMPAREZI 65¢ Club Price : 6 X 65 g 395 COMPAREZI 65¢	RELISH choix de saveurs CORONATION 1 X 375 mL 99¢ COMPAREZI 99¢ Club Price : 4 X 375 mL 499 COMPAREZI 124
CRISTAUX À JUS choix de saveurs LIPTON 1 X 475 g 109 COMPAREZI 22¢ Club Price : 3 X 454 g 329 COMPAREZI 24¢	PÂTES ALIMENTAIRES au choix CATELLI 1 X 500 g 79¢ COMPAREZI 72¢ Club Price : DEL VERDE 5 X 450 g 399 COMPAREZI 79¢	CREVETTES à cocktail PACIFIC PRIDE 1 X 113 g 119 COMPAREZI 119 Club Price : SEA STAR 3 X 113 g 369 COMPAREZI 123

Comparaisons de prix effectuées aux Club Price de Anjou et/ou Laval les 7 et 8 avril 1993. Les prix de Club Price sont en vigueur.

Profitez aussi de ces Maxi économies!

HOMARD VIVANT
produit du Québec
grosneur 3/4 - 1 lb

3/999

PRODUIT DU QUÉBEC

FLEURS ANNUELLES
au choix
9 à 15 plants par boîte

2/500

GÉRANIUMS
pot de 3 1/2"

95¢ ch.

TERRE NOIRE
OU DE SURFACE
PREMIER
30 L

4/468

30L



En vigueur jusqu'au 30 mai 1993.
Pas de vente aux marchands.
Nous nous réservons le droit de
limiter les quantités. Le texte
prévaut en tout temps.



HEURES
D'OUVERTURE PROLONGÉES

Lundi au vendredi :
8h à 21h

Samedi et dimanche :
8h à 17h

ESTIMAUVILLE

1699, D'Estimauville
Giffard

CHARLESBOURG

Place Lebourgneuf
5500, boul. des Gradins
(à l'arrière d'IKEA)

CLUB

plus

Le maximarché des BAS, BAS PRIX!

L'interdiction de l'affichage bilingue a nui à l'image de Montréal

Le maire Doré se porte à la défense de la loi 86

QUÉBEC — La loi 86 pourrait contribuer à un redressement du climat économique de Montréal parce que l'interdiction pure et simple de l'affichage bilingue et la manière dont elle a été véhiculée lui ont fait mal, notamment en communiquant un « mauvais message » au reste de l'Amérique du Nord.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Avec la loi 86, Montréal va pouvoir envoyer un message différent au reste du monde pour accueillir des activités internationales. Avec un bon environnement fiscal, Montréal pourrait même devenir un centre administratif de premier plan pour les grandes entreprises, à l'instar d'une ville comme Bruxelles. Ce point de vue, c'est celui du maire de Montréal, M. Jean Doré.

Accordant une entrevue à l'équipe éditoriale du SOLEIL, hier, il a toutefois refusé d'admettre que les politiques linguistiques, en particulier en ce qui a trait à l'affichage, aient contribué à une détérioration de l'économie montréalaise. Mais il a soutenu qu'il était temps, une fois pour toutes, de tourner la page sur le dossier linguistique et de passer à autre chose : « On ne veut pas rouvrir le débat sur la langue dans trois ans parce que le défi de la restructuration économique de Montréal exige qu'on y mette toutes nos ressources ».

Sa position, endossée par les militants du Rassemblement des citoyens de Montréal, y compris

les anglophones, est de maintenir les objectifs de la charte de la langue française tout en éliminant le sentiment d'alinéation qu'éprouvent les anglophones : « L'objectif qu'on poursuit, c'est une position d'ouverture dans l'équilibre qui rallierait une partie des anglophones. La communauté anglophone en a fait une question de principe ».

Il propose donc de permettre l'affichage bilingue aux petits commerces de propriété individuelle embauchant quatre employés et moins. Ce qui toucherait 11 998 des 19 239 commerces de Montréal, soit 62,4 % d'entre eux.

Si M. Doré se dit encore prêt à élargir cette permission aux commerces comptant jusqu'à cinq ou six employés, il refuse d'embarquer dans la plomberie : « Je ne rentrerais pas dans des arguties pour savoir si la clause nonobstant est indispensable ou pas. Ce que nous recherchons, c'est que les perceptions négatives ne soient plus là ».

Du même souffle, il repousse l'idée de zones ou de districts bilingues : « Je ne vois pas comment on pourrait faire ça. On va délimiter quoi, la ville de Montréal ? Ce qui importe, c'est que personne ne puisse plus se sentir brimé par des restrictions sur l'affichage ».

Principes
En tout état de cause, le maire Doré, qui comparait hier en commission parlementaire, se satisfait d'une loi 86 dont la régle-

mentation sur l'affichage traduirait sa position, très proche de celle du Conseil de la langue française : oui à l'affichage bilingue pour les petits commerces détenus par des individus, non à l'affichage bilingue aux commerces détenus par des corporations.

Cette approche repose sur trois principes, explique-t-il encore : 1— les anglophones doivent reconnaître le droit des francophones de légiférer pour faire respecter la primauté du français au Québec ; 2— les francophones doivent reconnaître les droits historiques des anglophones et leur rôle dans le développement du Québec, particulièrement de Montréal ; 3— francophones, anglophones et communautés culturelles ont contribué à faire de Montréal une communauté unique et dynamique.



Le maire de Montréal, Jean Doré, serrant la main du ministre Claude Ryan, hier, après sa comparution en commission parlementaire.

Des citoyens de Rosemère comparent Ryan à Duplessis

QUÉBEC — Le Regroupement des citoyens pour la révision du statut linguistique de Rosemère a lancé une attaque à fond de train, hier, contre le ministre responsable de la langue, Claude Ryan, qu'il assimile à un « Duplessis des temps modernes, guidé par une main dont la divinité reste à déterminer » parce qu'il a refusé d'entendre leur point de vue en commission parlementaire.

par GILLES BOVIN
LE SOLEIL

La porte-parole de ce groupe qui milite pour le retrait du statut de

ville bilingue à la ville de Rosemère depuis 1987, Mme Mireille Hardy, estime qu'en leur refusant l'accès aux audiences publiques sur le projet de loi 86, alors qu'il a entendu, hier matin, le maire de

Rosemère, Yvan Deschênes, le ministre Ryan a démontré « une fois de plus son caractère franchement dictatorial » et l'attitude « antidémocratique » du gouvernement Bourassa.

Dans le mémoire qu'il entendait présenter en commission parlementaire, le regroupement s'opposait ouvertement à la volonté du gouvernement de s'arroger le pouvoir final de retirer le statut bilingue à une municipalité dont la population anglophone glisse sous le seuil des 50%. Le regrou-

pement n'apprécie guère non plus que les édiles municipaux de Rosemère aient utilisé les deniers publics de la population majoritairement francophone (75%) pour garder le statut bilingue de la ville.

Devant la commission, le maire Deschênes a plutôt soutenu que Rosemère était un exemple « d'harmonie » entre les deux communautés linguistiques que d'autres villes québécoises et canadiennes auraient avantage à imiter. Ce ne sont pas « quelques mots en anglais » sur des affiches qui vont modifier cette belle entente, soutient-il.

Ryan a accueilli avec satisfaction les deux sondages publiés au cours de la fin de semaine et qui indiquent un niveau important de soutien au bilinguisme dans l'affichage et aux bains d'immersion dans les écoles anglaises pour les jeunes francophones.

Ces résultats sont, selon lui, l'effet du « caractère modéré du projet de loi ». Il ne cache pas non plus sa satisfaction devant les déclarations du criminaliste Guy Bertrand qui appuie le retour au bilinguisme dans l'affichage. M. Ryan dit reconnaître là le fait que Me Bertrand « a toujours été un homme assez enclin à la défense des droits individuels. Il se rend compte d'une évidence ».

Satisfaction

Par ailleurs, le ministre Claude

FABRICVILLE

ÇA CONTINUE

Grattez & COUSEZ

ENCORE 5 JOURS
JUSQU'AU DIMANCHE 30 MAI
(ou jusqu'à épuisement des stocks)

et ÉPARGNEZ! ÉPARGNEZ! ÉPARGNEZ!

PRENEZ VOTRE CARTE À GRATTER DANS N'IMPORTE QUEL MAGASIN FABRICVILLE
MAIS FAITES VITE CAR LES PREMIERS ARRIVÉS SERONT LES PREMIERS SERVIS!

CATÉGORIE NO 1:

ÉPARGNES INSTANTANÉES DE **33 1/3% -50%**

TISSUS MODE, BOUTONS ET GLISSIÈRES

P-L-U-S TOUS LES AUTRES TISSUS ET ARTICLES DE COUTURE EN MAGASIN EN SOLDE ACTUELLEMENT ET

25% DE RABAIS SUR TOUS LES TISSUS DE BASE!

CATÉGORIE NO 2:

ÉPARGNES INSTANTANÉES DE **20%-50%**

TISSUS POUR LA DÉCORATION INTÉRIEURE

PATRONS
• VOGUE • BUTTERICK • McCALL

3 POUR LE PRIX DE 1

Quand vous achetez un patron à prix courant, vous en obtenez 2 de valeur égale ou moindre GRATUITS avec achat de tissu et CARTE D'OR.

LES RÉGLEMENTS DE PARTICIPATION SONT AFFICHÉS DANS TOUS LES MAGASINS FABRICVILLE CI-DESSOUS.

FABRICVILLE

Le plus grand distributeur de tissus et tentures avec 140 magasins à travers le Canada.

STE-FOY — PLACE LAURIER
2740, boul. Laurier
3e étage sur la Promenade 651-3489

Lundi au mercredi: 10h à 17h30
Jeudi-vendredi: 10h à 21h

QUÉBEC
1505, rue d'Estimauville 661-6128

Lundi-mardi: 10h à 17h30
Mercredi-jeudi-vendredi: 10h à 21h

En raison de manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins.

JARDIN

Tutti Frutti

CHAISE DE PATIO
A partir de **795\$**
garantie 5 ans
(modèle illustre, # 6300 pliant, 29.95\$)

Service de livraison disponible
OUVERT LE DIMANCHE

zip
INTERNATIONAL

Québec: (418) 871 22 21
Limoilou: (418) 835 1573

Verres contacts souples

à partir de **89\$**

Jusqu'au 30 juin 1993
(Instructions et trousse de départ incluses)

La qualité et le service ont fait notre réputation.

OPTICIEN
Jacques Langlois

Optométriste sur place pour examen de la vue.
LIMOILOU - 455, 3e Avenue 523-6690
L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC 691-5086
STE-FOY - 1113, route de l'Église 659-3616
MAIL CENTRE-VILLE
160, Saint-Josaph (Édifice Holiday Inn) 529-9351

Toutes nos montures sont à 50% à l'achat de verres correcteurs à prix courant.

La Roseraie de Sainte-Foy

RÉSIDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES
825, RUE ARTHUR-ROUSSEAU
SAINTÉ-FOY (Québec) G1V 4S6

651-4807

Si vous cherchez plus qu'un appartement...

LE COURT SÉJOUR

La Roseraie de Sainte-Foy vous offre un service unique.

À partir de:
65\$ par jour
380\$ par semaine
1 380\$ par mois

Nous vous offrons:

- Trois (3) repas par jour en salle à manger ou à votre appartement, au choix
- Salle de bains complète
- Entretien ménager tous les jours
- Téléviseur avec contrôle à distance
- Service du téléphone
- Surveillance infirmière 24 heures par jour
- Dossier de santé tenu à jour

Remarque: les médicaments, pansements, onguents et accessoires sont aux frais de la personne.

Vous désirez passer une bonne convalescence et bénéficier de tous les soins que requiert votre état de santé?

Vos enfants chez qui vous vivez projettent de partir en voyage ou élaborent des plans de vacances?

Vous voulez avoir un avant-goût de la vie à La Roseraie?

La Roseraie met aussi à la disposition des personnes en repos ou en convalescence des appartements entièrement meublés (16).

ENEZ EN FAIRE L'ESSAI!

Un personnel dévoué et compétent prendra bien soin de vous.
Vous en aurez pour votre argent... et plus!

LE SERVICE COURT SÉJOUR DE LA ROSERAIE DE SAINTÉ-FOY: DES SOINS COMME NULLE PART AILLEURS!



Les 58 concessionnaires
Nissan du Québec ont décidé
de faire front commun.



Sentra DLX Spéciale
À partir de **10 895\$***

Altima XE
15 995\$**

Maxima GXE
22 495\$**

Costaud DLX
8 995\$**

Certaines manifestations n'entraînent pas de polémique.
Comme celle de vos très sympathiques concessionnaires Nissan qui ont fait un consensus général pour vous offrir des prix de vente renversants.
Ils sont tout aussi solidaires quand il s'agit de parler de la qualité de leurs véhicules; que ce soit de l'économique Sentra,
de la révolutionnaire Altima, de la luxueuse Maxima ou du robuste Costaud.
Ils partagent également une même fierté quant à leur garantie, la meilleure de l'industrie pour la deuxième année consécutive, selon le CAA-Québec.
Passez vite chez l'un de vos très sympathiques concessionnaires Nissan. Ils n'ont que de l'enthousiasme à manifester, et une vente qui fait l'unanimité.

Votre ^{très}sympathique
concessionnaire **NISSAN**

Les gens avisés lisent toujours le petit caractère et bouclent leur ceinture de sécurité. *Prix spécial pour la Sentra Spéciale. Certaines caractéristiques illustrées peuvent différer du modèle annoncé.
**Prix spécial pour une Altima XE, une Maxima GXE et un Costaud DLX 4X2 1993. Taxes, transport et préparation en sus. Voyez votre concessionnaire Nissan pour tous les détails.

LE MONDE



Bosnie: les pays de l'OTAN profondément divisés

BRUXELLES (Reuter, CP) — Les ministres de la Défense de l'OTAN, divisés sur le bien-fondé de la nouvelle stratégie allié en Bosnie, ont examiné hier les moyens d'assurer la protection des six enclaves musulmanes de l'ex-république yougoslave. Mais aucun de ces pays n'a offert de nouvelles forces militaires pour faire ce travail.

Russie, la France et la Grande-Bretagne.

Au premier jour de leur réunion à Bruxelles, de profondes divisions sont apparues parmi les ministres sur cette nouvelle stratégie, mise au point le week-end dernier à Washington par les États-Unis, la

russe dans une Bosnie contrôlée à 70% par les Serbes.

«Le plan ne propose aucune mesure qui arrêterait la partie qui veut continuer ses attaques (les Serbes) et qui a défié le monde», a déclaré la Turquie dans un communiqué.

«Le problème c'est que le nouveau programme n'est pas clair sur les perspectives à offrir aux Musulmans bosniaques», a déclaré aux journalistes le ministre allemand de la Défense, Volker Ruehe.

«C'est un plan qui est au mieux une solution provisoire et qui soulève de nombreuses questions», a-t-il ajouté.

Le secrétaire américain à la Défense, Les Aspin, a dit à ses alliés que, même si la «nouvelle approche» exclut l'option militaire, il fallait garder en réserve la possibilité de raids aériens contre les Serbes de Bosnie et la livraison d'armes aux Musulmans.

40 000 hommes

Français, Britanniques et Russes avaient refusé samedi à

Washington l'idée américaine de frappes aériennes ou de levée de l'embargo sur les armes pour les Musulmans bosniaques.

Les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Turquie ont offert une protection aérienne pour appuyer les troupes protégeant les zones de sécurité décidées par l'ONU.

Les États-Unis, qui refusent d'envoyer des hommes sur le terrain, ont eux aussi offert de soutenir par des moyens aériens les troupes au sol de leurs alliés en cas de nécessité.

Malcolm Rifkind, secrétaire britannique à la Défense, a réfuté les arguments selon lesquels le nouveau plan russo-occidental entrainerait de fait les conquêtes serbes.

«La communauté internationale est plus que jamais déterminée à exercer des pressions réelles sur les Serbes», a-t-il dit aux journalistes.

Malgré leurs divergences, les ministres de l'Alliance atlantique ont estimé qu'à long terme, il faudrait parvenir à forcer les Serbes à rendre une partie des territoires qu'ils ont conquis par la force et à mettre en oeuvre le plan de paix Vance-Owen qui prévoit la division de la Bosnie en 10 régions autonomes.

Sur le plan des effectifs terrestres, les experts de l'OTAN estiment que 40 000 soldats au total seraient nécessaires pour faire respecter les zones protégées.

Il s'agit d'une première estimation, précise-t-on, mais elle est bien supérieure aux précédentes évaluations portant sur quelque milliers de soldats.

L'OTAN avait dressé des plans en vue du déploiement de 60 000 hommes, dont 20 000 Américains, dans le cadre du plan de paix des médiateurs internationaux Cyrus Vance et David Owen.

Le vrai visage de Gorbatchev

VIENNE (d'après AFP) — Faute d'être payé, comme il le souhaitait, l'ancien président de l'ex-URSS, Mikhaïl Gorbatchev, ne participera pas à la conférence mondiale sur les droits de l'Homme qui se tiendra à Vienne du 14 au 25 juin, a indiqué hier un porte-parole du ministère autrichien des Affaires étrangères.

Selon le porte-parole, qui n'a pas précisé la somme réclamée par l'ancien chef d'Etat soviétique, M. Gorbatchev devait notamment participer, en marge de la conférence, à une réunion rassemblant un grand nombre de prix Nobel de la paix, dont le Dalai Lama.

Le quotidien à grand tirage *Kronenzeitung* indique pour sa part dans son édition d'aujourd'hui, parue hier soir, que M. Gorbatchev aurait réclamé 2 millions de schilling (environ 200 000 \$ US) à l'Autriche.

«Ce n'était pas notre conception de la conférence», a estimé le porte-parole.

Mikhaïl Gorbatchev était officiellement venu aux Pays-Bas pour parler d'environnement et inaugurer à La Haye le quartier général de l'organisation écologiste dont il est président, la «Croix Verte Internationale» (IGC). Son séjour dans ce pays s'est en fait vite transformé en un show médiatico-politique.

Avant son arrivée, dimanche, l'ancien président soviétique avait donné le ton dans pas moins de trois interviews à des journaux néerlandais: pas un mot d'écologie, Mikhaïl Gorbatchev s'attachant surtout à fustiger l'action de son successeur au Kremlin, Boris Eltsine. «Il sera balayé par le vent, et nous avec, qui avons commencé les réformes!» tonnait-il en détaillant son «état des lieux-catastrophe» de la Russie «si Eltsine continue: chômage massif, tension sociale, pauvreté...».

METTEZ DU SOLEIL
DANS VOTRE QUOTIDIEN
LESOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

ICI
Les articles scolaires
et de bureau
sont offerts à des
PRIX*
plus bas que
n'importe où ailleurs

LUIDELLE
Place Fleur de Lys
Place Laurier et
Centre-Ville Québec
par des gens d'ici

Le Spécialiste du cycle

Tous les modèles de vélos, grande gamme sur styles, réparation de vélos, accessoires, et autres équipements, complet gamme de pièces et accessoires (pneus, câbles, vitres, vitres de toit à changer, sacs, selles, cadres de vélo, etc.). Une expertise. Accueil ouvert le dimanche. *Prix et emplois

SPORTS EXPERTS

SOLEIL de VÉLOS

VÊTEMENT 50% de rabais sur une sélection de vêtements de cyclisme (collection 1992)

McKINLEY Aventurier
Tout-terrain pour adulte
15 vitesses SIS
Cadre: Hi-tensile surdimensionné
Fourche: Hi-tensile surdimensionnée
Dimensions de cadres:
Homme 16", 18", 20", 22"
Femme 16", 18", 20"
Au bas prix de

169⁹⁹

McKINLEY Aventurier
15 vitesses SIS
Roues de 24"
Garçon et fille
Au bas prix de **164⁹⁹**

McKINLEY Sensation
Hybride
18 vitesses SIS
Cadre: Hi-tensile
Fourche: Hi-tensile
Dimensions de cadres:
Homme 20", 22"
Femme 18"
Au bas prix de

199⁹⁹

NAKAMURA Profile
Tout-terrain
21 vitesses STI
Cadre: «Super Sloping» Chromoly surdimensionné
Fourche: Hi-tensile surdimensionnée
Groupe: Shimano Altus C10
Dimensions de cadres:
Homme 16", 18", 20", 22"
Prix courant 329,99

299⁹⁹ 30\$ de rabais

McKINLEY Aventurier
Tout-terrain, roues de 20"
Freins à tirage latéral et rétropédalage
Garçon et fille
Au bas prix de **109⁹⁹**

McKINLEY Explosiv
Tout-terrain 18 vitesses SIS
Dimensions de cadres:
Homme 16", 18", 20", 22"
Femme 18", 20"
Au bas prix de **199⁹⁹**

NAKAMURA Paradox
21 vitesses STI
Cadre: «Super Sloping» Chromoly surdimensionné
Fourche: Chromoly surdimensionnée
Dérailleur arrière: Shimano Deore Lx
Dimensions de cadres: Homme 45cm, 51cm
Au bas prix de **449⁹⁹**

ACCESSOIRES

1. Casque pour enfant **McKINLEY** 24⁹⁹
Au bas prix de **29⁹⁹**
Pour adolescent ou adulte
2. Casque pour adulte **NAKAMURA** 29⁹⁹
Prix courant 49,99 20\$ de rabais
3. Attache-phares **CAT EYE Mity 1** 29⁹⁹
Au bas prix de
4. Barre d'appui **NORCO Hurricane** 19⁹⁹
Au bas prix de
5. Cadenas **CYLOCK** 19⁹⁹
Prix courant 29,99 10\$ de rabais
6. Pompe double action **RHODE GEAR** 19⁹⁹
Au bas prix de
7. Porte vélo pour valise d'auto **ALLEN** 39⁹⁹
Peut transporter 3 vélos. Prix courant 49,99 10\$ de rabais

sports experts

Charlesbourg Carrefour Charlesbourg 626-2157	Québec Place Fleur de Lys 529-6156	St-Foy Place Laurier Mail est 658-6134	*St-Georges de Beauce Carrefour St-Georges 228-8874
Lévis Galeries Chagnon 835-1088	Galeries de la Capitale 627-0062	Place Laurier/Halte-Bouffe 3e niveau 659-4547	*St-Marie de Beauce Galeries Chaudière 387-3023
			*Thetford Mines Galeries Thetford Mines 338-3516

Les prix sont en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'à la fermeture le dimanche 30 mai 1993. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles, couleurs ou grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins. *Ces magasins ne sont pas ouverts le dimanche.

NOUS NE POURRIONS PAS NOUS APPELER EXPERTS SI NOUS N'AVIONS PAS LES MEILLEURES MARQUES



La télévision mexicaine diffusait hier des photos du corps du Cardinal Juan Jesus Posadas Ocampo, assassiné lundi pendant une tuerie à l'aéroport de Guadalajara.

Pourquoi a-t-on tué le cardinal mexicain?

MEXICO (d'après AFP) — La consternation et l'incrédulité prévalaient hier au Mexique, au lendemain de la mort du cardinal archevêque de Guadalajara, Mgr Juan Jesus Posadas Ocampo, 63 ans, et de six autres personnes, au cours d'une fusillade dont les protagonistes et les causes suscitent des questions qui restaient sans réponses près de 24 heures après les faits.

l'ouest de Mexico, alors que le prélat arrivait à bord de sa voiture, une Ford Grand Marquis conduite par son chauffeur.

Mgr Posadas se rendait à l'aéroport pour y accueillir le Nonce apostolique au Mexique, Mgr Gerónimo Prigione. Celui-ci n'a pas été impliqué dans la fusillade.

Le prélat a été atteint de nombreux impacts au thorax, entre 11 et 16 selon les versions, tandis que son chauffeur, Pedro Gonzalez, a reçu au moins quatre balles dans la tête.

On ignorait toujours, en particulier, s'il s'agissait d'un attentat dirigé contre le prélat, d'un affrontement entre bandes rivales dans lequel il aurait été pris par hasard, ou d'une opération de police contre une bande de trafiquants de drogue qui aurait mal tourné, selon les hypothèses le plus fréquemment avancées.

Un recoupement entre différentes sources et témoignages permet pour le moment de dire que la fusillade a débuté entre 15h30 et 15h40 locales lundi, probablement sur le parking de l'aéroport de Guadalajara (450 km à

«Travelgate»: Clinton bat en retraite

WASHINGTON (AFP, AP) — La Maison-Blanche, qui avait effectué un premier « mea culpa », lundi, dans l'affaire du « Travelgate », a battu en retraite, hier, en annulant le licenciement de cinq des sept personnes chassées de leur emploi et en ordonnant une enquête interne pour déterminer les responsables de ce qui est devenu pour le président Bill Clinton un véritable fiasco.

les licenciements avaient, en fait, été recommandés dès février par une cousine du président, nommée depuis à la tête du service, et après qu'un ami personnel de M.

Clinton, un producteur de télévision d'Hollywood, Harry Thomason, se fût plaint auprès de lui du fonctionnement de ce service. Moins de la moitié des Améri-

cains sont entre-temps satisfaits du travail d'ensemble de Bill Clinton, selon deux nouveaux sondages réalisés le week-end dernier.

M. Clinton a préféré, quant à lui, prendre ses distances avec cette affaire, en affirmant à la presse qu'il n'avait « rien à voir avec aucune décision » et que son seul souci avait été d'essayer d'aider les contribuables et la presse à économiser de l'argent ». Le service des voyages, qui brasse des millions de dollars par an, a pour tâche d'organiser les déplacements des journalistes « couvrant » les activités du président.

La Maison-Blanche avait licencié sommairement le 19 mai les sept employés du service des voyages, officiellement sur la base d'un rapport d'audit prouvant, selon elle, des pratiques comptables répréhensibles.

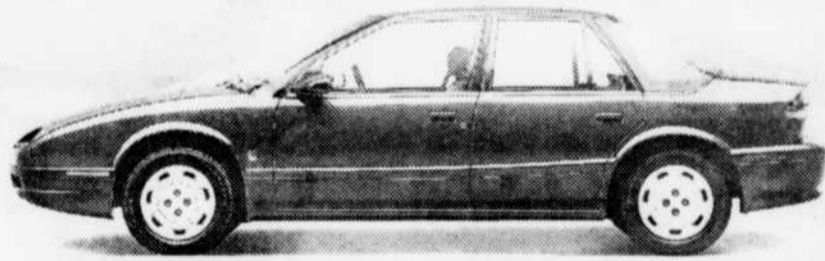
Mais l'affaire a tourné progressivement à la confusion de l'Administration lorsqu'on a appris que



Ballet aquatique à Annapolis...

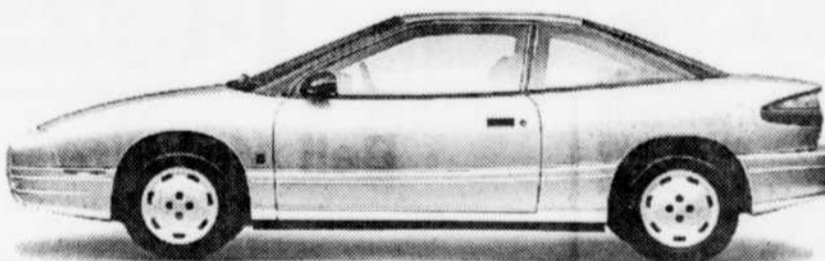
Les finissants de l'Académie navale américaine ont effectué hier un saut collectif dans un plan d'eau d'Annapolis, une tradition pour marquer la fin du port de leur uniforme.

On ne fait jamais rien comme les autres.



Saturn SL

À partir de 11 245\$*



Saturn SC1

À partir de 13 495\$*



Saturn SW1

À partir de 13 225\$*

En réinventant l'automobile, nous avons également réinventé la façon de la vendre: sans pression, en affichant le prix réel, donc le meilleur prix. Et à ce prix, vous obtenez une voiture exceptionnelle: panneaux de carrosserie en

polymère résistant à la corrosion et aux coups, sac gonflable côté conducteur,

Assistance routière 24 heures[†] et garantie Satisfaction 30 jours Saturn.**



SATURN

L'automobile réinventée de toutes pièces.

— CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES SATURN SAAB ISUZU: —

SATURN SAAB ISUZU RIVE-SUD
Lévis 835-1888

STE-FOY SATURN SAAB ISUZU
Ste-Foy 653-1312

TREMBLAY SATURN SAAB ISUZU
Chicoutimi 549-3320

VACANCES SANTÉ
FORFAIT GOLF ou SANTÉ
pour changement d'air ou remise en forme

PROMOTION DE JUIN
FORFAIT SANTÉ
2 jours, 2 nuits,
6 repas santé, 2 traitements
de détente
175\$/personne
occupation double

FORFAIT GOLF
2 jours, 2 nuits,
4 repas et 2 parties de golf
(18 trous)
150\$/personne
occupation double

Toute l'année, c'est l'escalade du mieux-être.

L'AUBERGE PHILIPPE-AUBERT
(à une (1) heure de Québec)
34, av. de Gaspé O., Saint-Jean-Port-Joli
Dépliant et réservation: 1-800-463-3611

JARDIN

Tutti Frutti

TABLE DE BALCON
modèle # 2400
60 cm ou 24 diamètre
résine blanche avec trou
pour parasol
Cour.: 39,95 \$
2995\$

Service de livraison disponible
OUVERT LE DIMANCHE

zip
INTERNATIONAL

Québec
4447 boulevard de la Pointe-Sud
route 132
(418) 871 22 21 (418) 835 1573

En Bref

■ Un tribunal pour crimes de guerre

NATIONS UNIES (Reuter) — Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé hier de créer à La Haye un tribunal international composé de 11 juges et d'un procureur pour juger les personnes accusées de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie et notamment de meurtre, viol, «nettoyage ethnique», torture et autres atrocités. Il s'agira du premier tribunal international de ce type depuis que les alliés ont mis en place, après la Seconde Guerre mondiale, les tribunaux de Nuremberg et de Tokyo pour juger les criminels de guerre de l'Axe.

■ Accroissement du crime organisé

WINCHFIELD, G.-B. (PC) — Le crime organisé est en pleine expansion à travers le monde, faisant appel à une combinaison mortelle de liens de famille ancestraux et de technologie ultra-moderne, a-t-on appris hier durant un congrès international. Les experts estiment que l'essor qui en découle pour la Mafia italienne, les «triades chinoises», les gangs de motards nord-américains et la nouvelle classe de criminels émergent dans l'ancien bloc communiste menace l'économie et la société de tous les pays occidentaux, incluant le Canada.

■ Un cambrioleur empoche le million

CANNES (AP) — Un cambrioleur équipé d'une échelle de bateau a réussi lundi soir à pénétrer dans l'appartement cannois de l'homme

d'affaires saoudien Adnan Khashoggi et à subtiliser quatre millions de ff (un million\$ CAN environ) de bijoux alors que le tout Côte d'Azur assistait à la clôture du 46e Festival de Cannes. Pour pénétrer dans l'appartement, le malfaiteur n'a eu aucun problème: les fenêtres donnant sur la terrasse étaient ouvertes. Une fois dans l'appartement, le voleur a dû interrompre sa razzia lorsqu'il a été surpris par une femme de ménage. Il a néanmoins réussi à s'enfuir par les balcons de l'immeuble.

■ Lutte contre la névrite cubaine

GENEVE (Reuter) — L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a demandé mardi le déblocage d'urgence de fonds pour l'achat de vitamines destinées à la population cubaine, victime d'une mystérieuse épidémie qui provoque une cécité partielle. Le responsable de la prévention de la cécité à l'OMS, Bjorn Thylefors, a expliqué qu'un tiers des 20 000 Cubains touchés par la névrite optique présentaient des lésions permanentes.

■ Une Américaine accouche de sextuplés

INDIANAPOLIS, Indiana (AP) — Une jeune femme de 27 ans a donné naissance hier à des sextuplés, quatre filles et deux garçons. Les bébés, prématurés d'environ neuf semaines, sont en bonne santé. Selon la porte-parole de l'hôpital, on attendait des quintuplés et «le bébé numéro six a été une surprise». L'accouchement, par césarienne, a duré trois minutes. La maman se repose et «le papa va étonnamment bien lui aussi», a-t-elle ajouté.



Cette Chinoise non identifiée a éprouvé un malaise à San Francisco, hier, alors que des agents de l'immigration l'interrogeaient au même titre que 200 autres immigrants clandestins chinois abandonnés au pied du Golden Gate Bridge par un cargo.

RADIO SHACK PRESENTE



A
rabais \$149
39995
549.00



B
rabais \$219
27995
499.00



Technophone

C
rabais \$169
32995
499.00



D
rabais \$49
14995
199.00

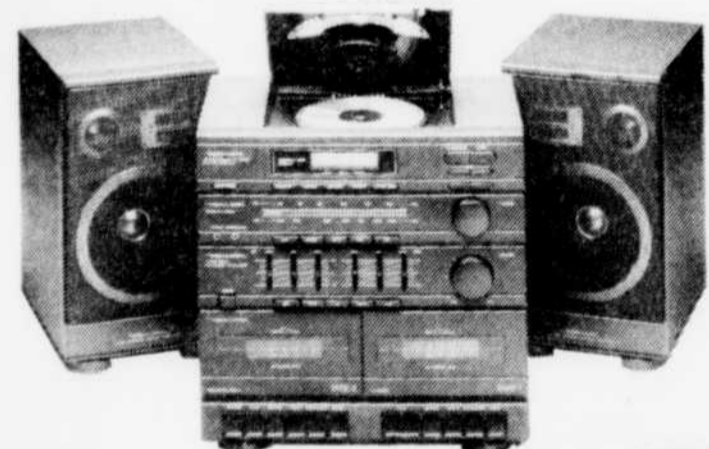
Économisez sur tout un choix de cellulaires!

- A) Portatif ultracompact. Ne pèse que 300 g. Mémoire de 30 numéros. 17-8008
- B) Portatif avec mémoire alphanumérique de 48 numéros. 17-1060
- C) Portatif Technophone avec mémoire alphanumérique de 100 numéros. 171-8503
- D) Cellulaire mobile qui se branche dans l'allume-cigarette. 17-1020

RABAIS \$20. Interface PC/fax. 17-504. Était 49.95... **29.95**
 RABAIS \$8. Avertisseur. 17-704. Était 24.95... **16.95**
 RABAIS \$60. Micro mains libres. 17-8001. Cour. 99.95... **solde 39.95**
 Suppresseur. 17-8102... **19.95**

Les cellulaires doivent être mis en service avec un nouveau numéro au moment de la vente pour un minimum de 6 mois. Aucun plan d'usager occasionnel éligible.

Bell Mobilité
Agent cellulaire autorisé



Chaîne compacte rabais \$70
29995
était 369.95



Une chaîne pratique rabais \$130
36995
était 499.95

Naviguez l'esprit tranquille

Émet sur 55 canaux et reçoit sur 90. Sélecteur 1 ou 25 W. Fixations comprises. 19-8241

rabais \$70
32995
389.95



Répondeur numérique

Annonce sur puce et messages sur cassette. Accès à distance à 13 fonctions, compteur de messages, économiseur d'interurbain et code de sécurité. 431-8125

rabais \$60
6995
129.95

Réducteur de bruit pour signal clair

Le Sound Commander™ assure un signal clair. Mémoire de 10 numéros. 43-8306

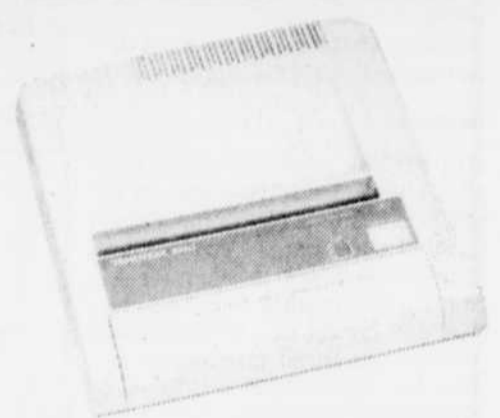
rabais \$50
9995
149.95



rabais \$200
29900
499.00

Télécopieur compact TANDYFAX®

Le fax idéal pour la maison. Aucune ligne spéciale requise grâce à son sélecteur téléphone/fax automatique. 76-1201



Machine à écrire électronique

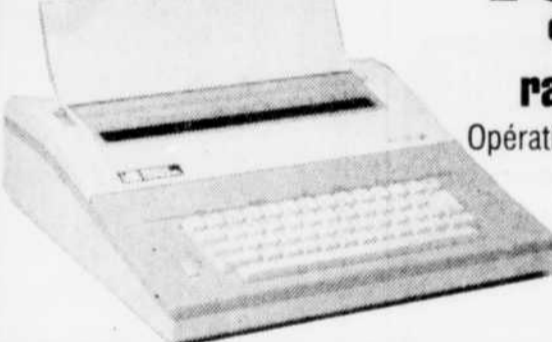
SMITH CORONA

13995

était 169.95

rabais \$30

Opération silencieuse IQ™, correction de ligne et de mot WordEraser™. Écoulement. 261-8071



RABAIS DE 30% SUR PILES NI-CD!

Toutes les piles rechargeables Ni-Cd de type D, C, 9 V, AA, AAA et N sont en solde à 30% de rabais sur le prix courant. Jusqu'au 31 mai 1993 seulement.

Banque de données de poche

Sa mémoire de 64 K permet de noter des noms, des adresses, des numéros de téléphone et des rendez-vous. 65-939



rabais \$50
9995
149.95

Carillon sans fil

Installation facile, il suffit de le fixer près de la porte. L'émetteur et le récepteur peuvent aussi servir de téléavertisseur. 63-871

rabais 28%
1795
24.95



rabais \$20
995
29.95

Feu d'urgence

En cas d'urgence sur la route. Paquet de trois. 61-8970

Radio Shack

85% des Cambodgiens ont voté

SIEM REAP (AP, AFP) — Les élections au Cambodge sont « libres et justes »: l'Autorité provisoire des Nations unies s'est félicitée hier du bon déroulement du premier scrutin multipartite organisé dans le pays depuis 1972 et pour lequel quatre millions de Cambodgiens, soit 85 % des électeurs, se sont déplacés au bout des trois premiers jours, en dépit des menaces des Khmers rouges.

Aucun incident majeur n'a été signalé, hier. Le porte-parole de l'APRONUC, Eric Falt, a déclaré que sur 1450 bureaux de vote, seuls cinq étaient fermés en raison de violences sporadiques. Plus de 85 % des 4,76 millions d'inscrits ont voté. Le niveau des affrontements s'est révélé « bien inférieur à la normale », a-t-il ajouté.

« Ces élections n'ont pas eu lieu dans une situation idéale mais, néanmoins, le scrutin ré-

pond aux exigences de normes réalistes pour des élections libres et justes », a déclaré le chef de l'APRONUC, Yasushi Akashi lors d'une tournée dans les bureaux de vote du nord-ouest du pays. M. Akashi aura la charge de proclamer la fin du scrutin, vendredi, et de déterminer s'il a effectivement été libre et juste comme requis par les accords de Paris d'octobre 1991 sur la paix au Cambodge.

M. Akashi s'est même déclaré surpris par l'attitude relativement

conciliante des Khmers rouges, qui avaient autorisé la veille des villageois résidant dans des zones sous leur contrôle à se rendre librement aux urnes, dans la circonscription d'Angkor Thom notamment. « Leurs esprits sont insondables », a-t-il dit.

Mais, a-t-il averti, les Khmers rouges devront accepter le résultat du scrutin.

À Siem Reap, province infiltrée à 50 % par les Khmers rouges qui sont accusés de nombreuses attaques, des responsables de l'ONU ont estimé que le taux de participation devrait avoisiner 75 %, hier soir. « Ce scrutin a été relativement sûr et juste », a déclaré l'un d'entre eux. « Mais nous avons encore trois jours à passer ».

Raids en série de l'Iran en Irak

BAGDAD (AFP, NYTNS, Reuter, AP) — L'Iran a mené hier une série de raids en territoire irakien, s'attirant une vive mise en garde de l'Irak qui a averti les dirigeants de Téhéran qu'ils seront « engloutis par le feu ».

Arguant d'un droit de poursuite contre les opposants iraniens basés en Irak, l'Iran a envoyé son aviation bombardier deux camps de Moudjahidine du peuple, principale organisation de lutte de guérilla contre le régime de Téhéran.

Selon un compte-rendu irakien, six chasseurs-bombardiers F4 Phantom ont attaqué à trois reprises à l'aube. Ils ont endommagé un dispensaire, deux réservoirs de produits pétroliers,

le droit de recommencer.

« Ce n'est pas la première fois que les moudjahidine viennent nous porter des coups et se retirent en territoire irakien », a déclaré M. Nategh-Nouri à la presse. « Si nous attrapons les moudjahidine en Iran, nous les abattons chez nous, mais s'ils franchissent la frontière, il est naturel que nous les poursuivions », a-t-il dit.

Côté irakien, un porte-parole officiel a mis en garde les dirigeants de Téhéran, en rappelant la guerre de huit ans qui a opposé les deux pays du Golfe entre 1980 et 1988. « Nous prions (les responsables iraniens) de prendre en considération les leçons du passé », a-t-il dit.

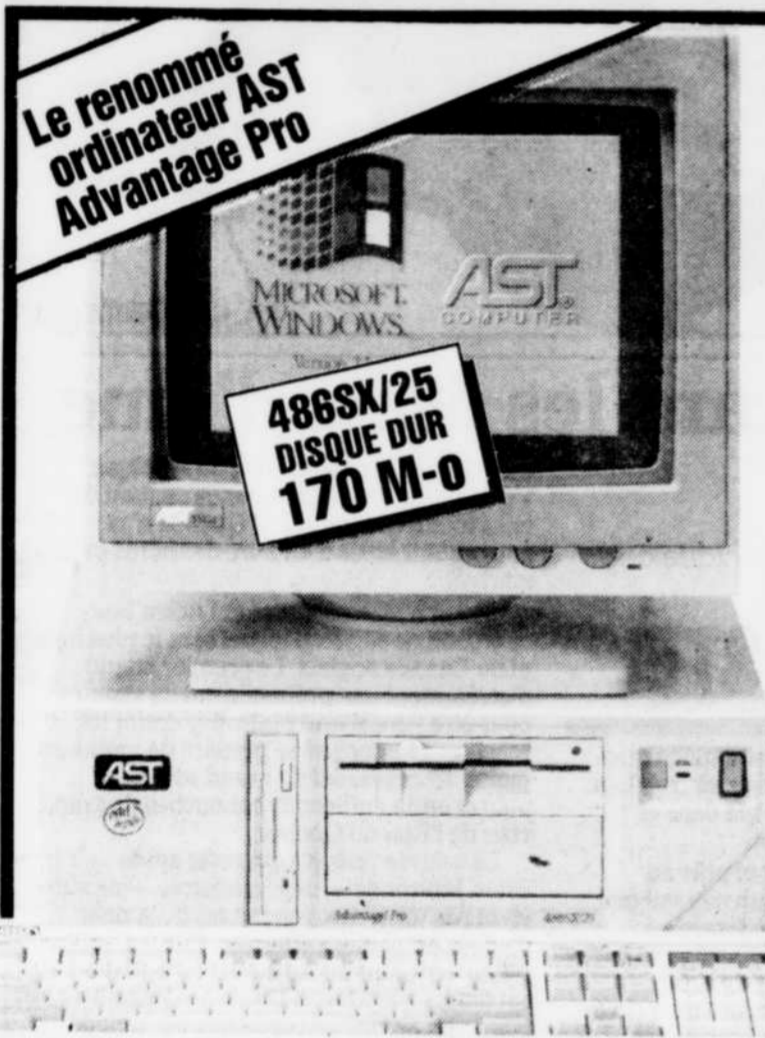
deux maisons et du matériel agricole dans les régions frontalières de Khaless et Jaloula, a indiqué un porte-parole irakien.

À Téhéran, le président du parlement iranien Ali Akbar Nategh-Nouri a souligné que cette action constituait une réponse à une série de « sabotages » menés en Iran par des commandos d'opposants au régime de Téhéran infiltrés d'Irak, des semaines avant l'élection présidentielle du 11 juin. Il a laissé entendre que l'Iran se réservait

LES ORDINATEURS

AST[®]

COMPUTER



Le renommé ordinateur AST Advantage Pro

486SX/25
DISQUE DUR
170 M-o

Radio Shack a le plaisir de présenter le renommé ordinateur AST Advantage! PRO

Dans son édition de février 1993, Computer Buyer's Guide and Handbook a décerné à l'ordinateur AST Advantage! PRO le titre de "MEILLEUR ACHAT". "La haute qualité de l'Advantage! PRO en fait notre meilleur choix."

Ordinateur personnel 486SX/25. Bien plus qu'une aubaine!

- Processeur 486SX/25 • Disque dur de 170 M-o
 - RAM de 4 M-o • 2 unités de disque • SVGA de 512 K
 - Accélérateur Windows • Faxmodem intégré
 - Écran AST Super VGA DP .28 mm couleur
 - Logiciels DOS 6.0 et Windows 3.1
- MS Works for Windows 2.0, Winfax, MS Productivity Pack et MS Entertainment Pack 251-4007

Un GROS disque dur, la MEILLEURE garantie et le prix le PLUS BAS. Seulement

Garantie Radio Shack exclusive de 3 ans avec un soutien inégalé



Cette garantie exclusive de 3 ans offre un soutien qui comprend :

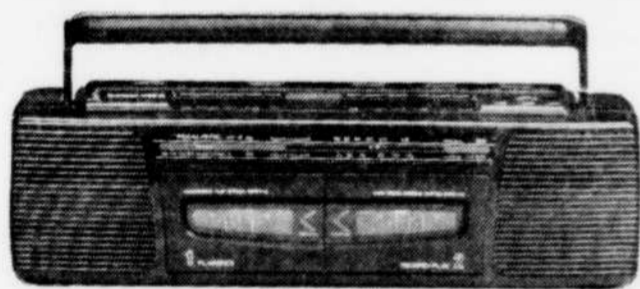
- 1 an de service sur place, 2 ans en magasin
- Soutien téléphonique 1-800 24 heures par jour, 7 jours par semaine
- Babillard électronique 24 heures sur 24
- Service de renseignement par fax, 24 heures sur 24

199900

Écran compris

Magnéto portatif

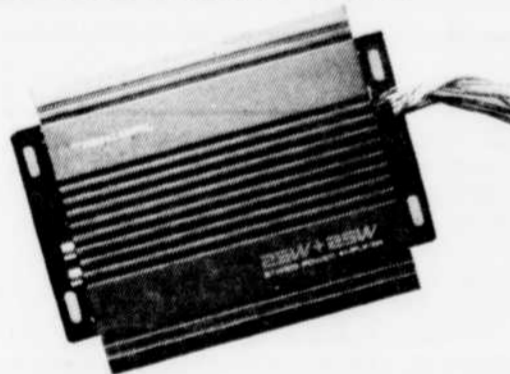
Tuner AM/FM stéréo, deux platines à arrêt automatique et système Stereo Wide®. 14-762



rabais \$20
5995
~~79.95~~

Ampli de 50 W pour autoradio

Ampli stéréo pour augmenter la puissance de votre système. Interrupteur sur le câble. 12-9454



rabais \$20
5995
~~79.95~~

Imitation de gramophone

Radio AM/FM stéréo dans un boîtier ayant l'apparence d'un gramophone. Écoulement. 121-8013

rabais \$30
9995
était 129.95



5 cassettes audio

Vous pouvez faire confiance à la qualité Memorex® pour des enregistrements de qualité. Paquet de 5. 44-8303

ACHAT SPÉCIAL
995

MEMOREX

Casque d'écoute

Oreillettes bloquant le bruit environnant. 33-8351

rabais \$20
3995
~~59.95~~



GENEVA



rabais \$80 Lecteur CD-4900

16995
~~249.95~~

La technologie numérique 1 bit produit une meilleure qualité sonore avec ce lecteur à programmation de 25 pages. 42-9055



rabais \$40
1995
~~59.95~~

Répartiteur vidéo

Un répartiteur permet de facilement brancher plusieurs accessoires au même téléviseur. 15-8289



rabais \$60
23995
~~299.95~~

Magnétoscope VHS

Le modèle idéal comme deuxième appareil pour la chambre ou pour le chalet. Programmation sur l'écran. 16-527



Bloc d'alimentation rechargeable

Se recharge en 4 ou 5 heures avec le chargeur compris. Pour Game Boy, Game Gear, Turbo Express et Lynx. 23-8200

rabais \$20
3995
~~59.95~~

DEMANDEZ LA VÔTRE!

Magasinez plus facilement avec une carte de crédit Radio Shack. Demandez-la dans les magasins et détaillants participants Radio Shack. Cartes MasterCard et VISA acceptées.



DIVISION INTERTAN CANADA LTÉE

Radio Shack[®]

La Valeur Sûre en Électronique au Canada^{MC}

Piles/bandes/CD/accessoires non fournis sauf mention contraire. Radio Shack rejette toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Sauf pour les articles en écoulement, une commande différée sera accordée si un article est épuisé au moment du solde. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables.

Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches

Expire le 31 mai 1993

ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration: PIERRE DES MARAIS II
Éditeur adjoint et rédacteur en chef: J.-JACQUES SAMSON
Vice-président exécutif: DENIS CLICHE
Président et Éditeur: ROBERT NORMAND
Directeur de l'information: ANDRÉ FORGUES
Directeur de l'édition: MICHEL AUDET

Le temps de l'incohérence

Si le gouvernement avait voulu susciter une vague de réactions incohérentes sur la question linguistique, il ne pouvait faire mieux: le projet de loi 86 a semé la tourmente dans tous les milieux. D'un sujet si délicat qui exige avant tout une bonne dose de consensus sociaux, le ministre Claude Ryan a fait une véritable patate chaude dont personne ne sait que faire.

La journée d'hier, une parmi d'autres, a laissé son cortège de contradictions, pour ne pas dire d'incohérences quand il ne s'agit pas purement et simplement de règlements de comptes politiques. Rappelons quelques éléments nouveaux.

Un: contre toute attente, le militant indépendantiste radical Guy Bertrand se prononce en faveur de l'affichage bilingue au nom de la défense des libertés individuelles et de l'image internationale du Québec. Inutile de décrire la réaction que provoquera cette déclaration iconoclaste dans les milieux nationalistes.

Deux: critiqué pour ses virages alors qu'il ne fait que répéter la position de son parti depuis dix ans, le maire de Montréal, Jean Doré, réclame le droit au bilinguisme pour les petits commerces, mais s'y oppose pour toutes les entreprises de cinq employés et plus.

À quelle enseigne loge-t-il? Il s'oppose au bilinguisme à tout crin et, peu regardant sur les détails, accepterait que le gouvernement gère cette situation de n'importe quelle manière, y compris par la réglementation.

En même temps, il clame que sa proposition ouvrira le bilinguisme à près des deux tiers des commerces de sa ville. Peut-on vraiment le ranger parmi les adversaires du projet de loi Ryan?

Trois: le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, accuse le gouvernement d'exporter les problèmes montréalais. Tout opposé soit-il au projet gouvernemental, il invite quand même le ministre à utiliser son droit de réglementation pour éviter à sa ville les affres de l'affichage bilingue. Pour combattre le syndrome du Québec divisé en deux, il se voit réduit à le rendre plus aigu encore!

Quatre: le Conseil du patronat approuve le bilinguisme mais invite ses membres à ne pas abuser de ce droit! Autrement dit, selon Ghislain Dufour, la loi sera bonne en autant qu'elle ne servira pas à provoquer la colère des plus nationalistes des Québécois. Quand on veut flatter sa clientèle, toute sa clientèle...

Cinq: on ne compte plus la liste des organismes invités par le gouvernement à comparaître devant la commission parlementaire qui se désistent. Ni celle des exclus qui veulent se prononcer.

Le Québec veut faire l'économie d'autres débats linguistiques, et le maire de Montréal a émis, dans son témoignage, deux balises essentielles pour un futur harmonieux: que les anglophones reconnaissent la légitimité de la Charte de la langue française, et que les francophones rendent la politesse aux droits historiques et au rôle des anglophones au Québec.

Le projet de loi 86 ne répond ni à l'un ni à l'autre de ces critères. Trop touche-à-tout et hors-foyer, le texte actuellement sur les planches mérite un sérieux resserrement, d'une part, et un accompagnement essentiel, c'est-à-dire une charte des droits des anglophones dans un Québec francophone.

RAYMOND GIROUX

Bloc-notes

L'ALÉNA en danger

L'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui réunira le Canada, les États-Unis et le Mexique au sein d'une zone de libre-échange, à compter du 1er janvier prochain, a été signé le 17 décembre 1992 par les chefs de gouvernement des trois pays. Sa ratification par le Congrès américain est toutefois loin d'être acquise.

L'administration Clinton a d'abord exigé des ententes parallèles sur les normes d'environnement et sur les droits des travailleurs avant de soumettre l'accord au Congrès. Les trois pays pourraient s'entendre rapidement sur les normes à atteindre mais divergent d'opinions sur les moyens à prévoir pour s'assurer de leur mise en oeuvre.

Le Canada et le Mexique comptent sur la concertation et la pression morale alors que les États-Unis voudraient recourir à des sanctions commerciales, en cas de non-respect de ces ententes parallèles.

Le Mexique est le pays qui a le plus à perdre de l'échec de l'ALÉNA. C'est pourquoi il consacre des dizaines de millions de dollars pour financer des lobbies américains susceptibles de faire pencher le vote du Congrès en sa faveur.

Le Canada n'avait pas d'intérêt évident à intégrer le Mexique à l'accord actuel de libre-échange avec les États-Unis et y a été entraîné pour éviter un accord bilatéral américano-mexicain. Il est maintenant forcé de faire approuver, par les Communes, un projet dont il ne connaît pas le contenu final. Si les avantages économiques à court terme de l'ALÉNA pour le Canada ne sont pas évidents, les conséquences à long terme d'un échec sont considérables.

Il est encore trop tôt pour constater ou se réjouir d'un tel résultat, comme le faisait récemment l'ancien chef du NPD, M. Ed Broadbent. Il aurait l'effet d'une gifle non seulement envers le président Salinas et les Mexicains, mais à l'égard de plusieurs pays du continent latino-américain qui coignent déjà à la porte de l'ALÉNA. De plus, il raviverait les pressions des immigrants mexicains aux frontières américaines et canadiennes.

Cette guerre des nerfs de l'administration Clinton était inévitable, compte tenu des craintes syndicales et des promesses électorales du président. Ce dernier dispose encore de quelques semaines pour rendre l'accord plus acceptable aux syndicats et aux membres du Congrès. La libéralisation des échanges n'est toutefois pas un concept facile à vendre, par les temps qui courent.

MICHEL AUDET

VOLTE-FARCE



Les états de service avant les états d'âme

Brian Mulroney a fait une consommation surprenante de ministres québécois: 20 en une centaine de mois, soit une moyenne d'un ministre tous les cinq mois! Le cabinet fédéral n'aura donc souvent été qu'une porte tournante pour les « bleus du Québec ».

Mais le 11e ministre québécois à tirer sa révérence, Benoît Bouchard, est le seul à partir la tête vraiment droite. Cela ne lui vaudra peut-être pas le 'bene meritas' de la Société Saint-Jean-Baptiste, mais sûrement l'Ordre du Canada. Le Canada anglais s'en souvient avec tant de reconnaissance émue qu'il le voit déjà dans ses valises diplomatiques.

Après avoir subi ses états d'âme, on s'apprête à récompenser ses états de service: une retraite de 43 014 \$ en plus d'un salaire d'ambassadeur — 110 000 à 135 000 \$ — il pourra fêter son prochain anniversaire de mariage à la Tour d'argent.

Fidèle lieutenant de Brian Mulroney, il a permis au parti de rester au pouvoir en gardant au bercail les ouailles égarées par la mort de l'accord du lac Meech: indirectement, on lui doit donc le traité de libre-échange avec les États-Unis, et la TPS.

Québécois devenu Canadien, il ne s'est pas contenté d'apprendre, à 45 ans, une autre langue, il s'est surtout donné la peine d'essayer de comprendre les Canadiens anglais. « J'ai découvert un pays à bâtir », dit-il. Ce qui est une façon de dire que, contrairement à d'autres, il a renoncé à le détruire!

Emmerdant sans être trop menaçant, Benoît Bouchard a souvent amené ses collègues fédéralistes au plus excitant des frissons sans jamais leur donner de sueurs froides. Il fut en quelque sorte l'incarnation de ce qu'a toujours été le Québec au sein de la fédération.

Mais cet ancien directeur de cégep fut surtout un super-ministre, capable de sortir



La chronique de Michel VASTEL

le gouvernement des pires situations sans jamais l'embarrasser ni l'engager trop loin. Il y a du Jean Chrétien au fond dans ce « bleuet » du Lac-Saint-Jean.

Fidèle à Brian Mulroney et utile au parti, fédéraliste bon teint, un peu fatigué dans ses états d'âme, mais efficace au fond, Benoît Bouchard fut tout compte fait le meilleur ministre québécois de Brian Mulroney. Car pour le reste, des trois cuvées de ministres que le Québec a produites depuis 1984, il ne reste que deux ou trois jeunes crus qui gagneront à vieillir un peu.

De la cuvée Joe Clark, il ne restait plus que Robert de Cotret et Roch LaSalle lorsque les conservateurs sont revenus au pouvoir en 1984. Super-ministre en 1979, de Cotret a été promené d'un portefeuille à l'autre sans jamais avoir le temps de récolter les fruits de ses réformes.

Quant au pauvre député de Joliette, cible facile des chasseurs de scandales, il passe sa retraite à attendre le résultat des enquêtes que toutes les polices du pays — en ce moment l'Ontario Provincial Police — n'arrêtent pas de faire sur son dos. Triste fin pour ce vrai bleu du Québec.

La cuvée « arc-en-ciel », arrivée à Ottawa en même temps que Brian Mulroney, a presque entièrement tourné au vinaigre. Qui ne se souvient d'André Bissonnette — l'amateur de bonnes terres —, de Suzanne Blais-Grenier — la voyageuse grand-train —, d'André Champagne ou de Bob Layton — ministres de quoi déjà? —, de Mi-

chel Côté — le prodige —, de Monique Vézina — la bonne conscience: autant de têtes tombées sans que le Québec n'ait pour autant envie d'en faire des héros ou des martyrs.

Quant à Marcel Masse et Lucien Bouchard, on ne sait trop lequel sera le plus honni du Canada anglais. Le premier attend discrètement une prébende qui ne viendra peut-être jamais tant Mulroney craint les réactions. Le second se prépare de moins en moins discrètement au grand soir où il pourra enfin enfler ses babouches de grand vizir de l'État du Québec.

La « cuvée relève » qui reste après Brian Mulroney — neuf ministres — ne survivra pas toute aux vendanges de la prochaine campagne électorale. Pierre Cadieux retournera sans doute à son étude d'avocat tandis que Marcel Danis ne détesterait pas poser ses fesses meurtries par tant de politique sur un banc de juge. Monique Landry — qui n'est guère meilleure organisatrice que ministre —, Gerry Weiner — qui ne doit son portefeuille qu'à son appartenance à l'une des communautés ethniques les plus influentes du pays —, et Jean Corbeil — qui serait moins dangereux sur les voies désaffectées de CP Rail qu'en charge du TGV: trois ministres dont l'avenir sera finalement décidé par l'électorat.

En définitive, ce sont seulement quatre ministres québécois que Brian Mulroney léguera à son successeur... Ou trois, si ce successeur est Jean Charest lui-même!

Deux de ces ministres, Pierre Blais et Pierre Vincent, sont jeunes et débordent d'ambition. Quant à Gilles Loiselle, il deviendra, de facto, le doyen du cabinet fédéral. Mais comme on aura d'ici là aboli le ministère des Anciens combattants, il se contentera du portefeuille des Finances.

Quatre survivants sur 20 appelés au Conseil de Sa Majesté: on ne reste pas « Honorable » longtemps dans l'entourage de Brian Mulroney!

Votre Opinion

Solide formation

(Lettre à M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec)

Je viens vous soumettre quelques solutions aux problèmes qui préoccupent présentement la majorité des Québécois, plus particulièrement en ce qui concerne l'avenir de la langue française au Québec et l'immigration.

L'intention de votre gouvernement de favoriser l'apprentissage de l'anglais en permettant aux parents francophones d'envoyer leurs enfants dans des écoles anglophones au moins pour la durée de un an est fort louable; elle pourrait satisfaire les commissions scolaires anglophones qui se plaignent d'une baisse de clientèle, tout en donnant la chance aux jeunes francophones d'être bilingues et de pouvoir concurrencer les jeunes anglophones qui suivent déjà des cours d'immersion en français.

Malheureusement, l'expérience passée a démontré qu'une fois qu'il a franchi les portes d'une école anglophone le jeune francophone en vient à préférer l'anglais, au point de négliger, sinon de mépriser sa langue ma-

ternelle. J'ai déjà pris « sur le pouce » un étudiant de l'école St. Patrick de Québec, dont le père, au nom bien français, pilotait un hélicoptère pour le compte du gouvernement du Québec; il avait de la difficulté à s'exprimer en français. Je pourrais vous donner de nombreux autres exemples similaires.

J'en conclus qu'avant d'offrir des classes d'immersion en anglais à nos jeunes francophones, il faudrait leur offrir des cours d'immersion en français international, de façon à être compris dans tous les pays francophones à travers le monde. Pour avoir beaucoup voyagé à l'étranger, j'ai constaté que les Québécois francophones éprouvent des difficultés dans ce domaine.

C'est pourquoi je suggère qu'ils reçoivent une solide formation en français, de préférence donnée par des professeurs originaires de France, de Belgique ou de Suisse. La langue française, quand elle est bien parlée, est une des plus belles langues du monde; il suffit de comparer les émissions du canal TV5 à celles de nos postes québécois pour s'en rendre compte.

Quant à l'immigration, pour contrer les effets négatifs de la

clause Canada que vous avez l'intention de rétablir, je suggère que vous suiviez l'exemple d'Israël avec sa « loi du retour » en favorisant, par toutes sortes d'incitatifs, le retour au Québec de ces millions de francophones à travers le Canada menacés d'assimilation à plus ou moins brève échéance, sans négliger, pour autant, l'immigration en provenance des pays francophones et votre politique actuelle d'allocations familiales à l'égard des mères québécoises qui envisagent d'avoir plusieurs enfants.

Raymond Dionne Saint-Romuald

Fossoyeur scolaire

À l'automne 1990, notre ministre de l'Éducation nous fait connaître sa réforme de 458 pages des programmes de français aux cours primaire et secondaire. Malheureusement, cette réforme, incomplète mais dynamique, sombre dans l'inconséquence des fonctionnaires à la compétence douteuse.

Trois ans plus tard, le MEQ annonce enfin la publication de ses programmes réformés pour l'automne 1993, et celui du secondaire ne deviendra obligatoire qu'en 1995. Pourquoi attendre

encore cinq ans avant son application obligatoire... après 20 ans de décrochage grammatical?

La lenteur des décideurs méquistes révèle-t-elle leur demi-compétence en linguistique et en didactique française? Le MEQ manque de leadership et fait partie des fossouyeurs du français scolaire.

Avril nous apprend que 64% des cégépiens ont échoué le test de français pour entrer à l'université. La farce continue.

Jean-Louis Jobin L'Ancienne-Lorette

Nous tenir debout

Bell Canada est-il si secoué que ça pour brandir le spectre du désarroi? Le consommateur doit-il se mettre à genoux devant une entreprise qui a profité de son monopole plus que tout autre organisme de communication?

Il est à espérer, tout en reconnaissant qu'une entreprise doit rencontrer de façon honnête ses frais, que le CRTC verra à éloigner des hausses de tarif basées uniquement sur des pleurs de crocodiles.

Léandre Faguy Sillery

LES IDÉES DU JOUR

Le Vieux-Québec verra-t-il les « Bed and Breakfast » ?

par JEAN-PAUL L'ALLIER

Extraits du mémoire que M. Jean-Paul L'Allier, maire de Québec, a présenté hier à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale qui étudie le projet de loi 86 modifiant la Charte de la langue française.

Je suis d'opinion, avec tout le respect que je dois aux parlementaires, que ce que l'on se propose de faire aujourd'hui, avec le projet de loi à l'étude, aura pour effet de relancer le débat linguistique, de mettre la paix sociale en danger, de multiplier les actions d'intolérance et, somme toute, d'affaiblir le Québec.

Le statu quo, dans les circonstances et sur l'essentiel des dispositions législatives, conviendrait mieux à l'intérêt public que ce que l'on propose de faire aujourd'hui en jouant dans cette législation à haut voltage.

Le poids de l'autre majorité

La langue française, au Québec et au Canada, sera toujours sous la pression anglophone de l'environnement nord-américain. Même à travers le monde, la langue française n'est pas en progression et au fur et à mesure que l'économie se tisse sur une même trame, l'anglais s'impose peu à peu comme langue principale, sinon comme langue première des affaires, des échanges, de la technologie et de la science.

Dès lors, lorsque les administrateurs publics et les partis politiques autant que les gouvernements qui en émanent ne donnent pas spontanément cette impression qu'il y a en matière de langue et de culture des questions fondamentales qui ne sont pas négociables et pour lesquelles ils cherchent autre chose que les plus petits communs dénominateurs ou l'abri facile des parapluies judiciaires, c'est tout naturellement le poids et, derrière lui, la règle de « l'autre majorité » qui s'appliqueront dans le quotidien.

L'affichage

L'affichage à Montréal sera-t-il bilingue facultatif, optionnel et circonstanciel et pourquoi alors ne deviendrait-il pas complètement bilingue? Quelle force pourrait freiner la tendance qui s'est vérifiée partout à travers le monde dans des circonstances semblables et chaque fois que les bases culturelles et politiques sont trop fragiles? Que vaut un discours qui invite à la francisation quand l'ensemble des gestes, des plus menus jusqu'aux attitudes des politiciens les plus puissants, pointent une autre direction? Toutes ces questions et bien d'autres qui tournent autour de l'usage de la loi et de la réglementation pour protéger la langue sont finalement en elles-mêmes peu importantes.

Ce qui est grave, ce qui crée des situations en elles-mêmes irréversibles, c'est que les gouvernants, qu'ils soient à Ottawa ou à Québec, en viennent à traiter ces questions comme des questions techniques, des obligations légales ou constitutionnelles plutôt que des choix profonds de société, au niveau du Canada comme au niveau du Québec.

Deux langues et plusieurs cultures coexistent au Québec. Dans ce contexte, le défi des uns devient, d'une certaine façon, le problème des autres. Les gestes qui peuvent être posés pour valoriser et protéger la langue française n'en garantissent même pas la survie et l'épanouissement à cause, précisément, du poids naturel de l'environnement médiatique et économique anglophone dans lequel nous vivons.

Au contraire cependant, cha-



Le Vieux-Québec dans les années 1970. La publicité bilingue donnait de Québec une image différente de celle d'aujourd'hui.

que geste qui vient, ici et là, enlever une garde et un soutien, un encouragement ou une contrainte, risque à coup sûr d'accélérer le processus d'un flou culturel nécessaire, qui n'est même plus du bilinguisme, mais qui fera de nous, d'ici quelques générations, une société bien particulière en ce qu'elle ne parlera, finalement, que « deux langues secondes ».

Québec, la capitale

La capitale, la ville et même la région de Québec vivent aujourd'hui une paix linguistique et sociale exemplaire. L'image extérieure de Québec, « principal foyer de la francophonie en Amérique », comme le dit le gouvernement lui-même dans sa politique d'affaires internationales (p. 184), est exclusivement francophone et en français de qualité. L'affichage

est unilingue français et personnel ne s'en plaint. Plus de 97 % de notre population est francophone et, des centaines de milliers de touristes qui viennent nous visiter, une majorité est anglophone.

Je n'ai jamais, dans l'exercice de mes fonctions, reçu une seule plainte au sujet de l'affichage et de l'image de Québec en français. La population, courtoise et intelligente, est capable d'accueillir dans leur langue lorsqu'il le faut, pour des fins d'affaires et de commerce, nos invités, nos visiteurs et nos clients. L'image d'une ville historique française en Amérique est sans contredit un atout à exploiter, une source de fierté et un avantage auquel nous tenons.

En permettant, sans nuance et sans restriction, l'affichage extérieur bilingue et malgré les argu-

ties quant à la prédominance, on risque de voir cette image devenir un peu plus floue, plus ambiguë et contraire à la réalité qui fait notre fierté et à partir de laquelle une grande tolérance et une grande capacité d'accueil de la culture de l'autre peut s'exercer.

Il se trouvera bientôt ici et là un commerçant, une entreprise ou même une société multinationale qui, étant libérée par la loi et y voyant une invitation non équivoque à s'afficher en toute solidarité avec ce qui se fait ailleurs au Canada ou en espérant un gain étroit dans la concurrence des petits commerces, pour vendre souvenirs et T-shirts, afficheront bilingue. Couettes et cafés redeviendront « Bed & Breakfast ». La pharmacie reprendra son statut de « drugstore » et cadeaux et souvenirs deviendront « gifts and souvenirs ».

Il n'y a pas si longtemps, et vous pourrez le constater aux photographies que je vous invite à regarder en notant la date à laquelle elles correspondent, c'était le visage ambigu de notre capitale. La Charte de la langue française a amélioré cette image pour la faire correspondre à ce que nous sommes vraiment et à ce que nous souhaitons demeurer.

Je vous demande donc, M. le ministre, à vous et à tout votre gouvernement et à l'Assemblée nationale, de ne pas changer, tout à nous et dans l'intérêt de tout le Québec, le cadre législatif actuel pour ce qui est de la défense et de la promotion de la langue française. Si cependant vous jugez qu'il faut le faire, faites-le en accordant autant de respect aux 97 % de francophones qui vivent dans cette région que vous avez de sollicitude pour les besoins commerciaux des minorités anglophones qui demandent à s'afficher ailleurs.

Votre projet de loi prévoit à l'article 4, qui modifie l'article 22, que « le gouvernement peut déterminer, par règlement, les cas, les conditions ou les circonstances où

l'administration peut utiliser le français et une autre langue dans l'affichage ». Faites en sorte de clarifier la situation et reconnaissez notre droit, le droit de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, d'avoir une capitale, une ville et une région qui s'affichent, qui s'expriment et qui se développent en français si vous voulez vraiment y maintenir, à moyen et long terme, la paix sociale, l'harmonie linguistique et la tolérance que l'on nous reconnaît aujourd'hui et que nous ne demandons qu'à sauvegarder.

Je vous demande, M. le ministre, à vous, à votre gouvernement et à l'Assemblée nationale, d'utiliser l'article 17 du projet de loi 86 et d'affirmer, par règlement sinon dans la loi, que chez nous, dans la capitale, dans la ville et dans la région, l'affichage public et la publicité commerciale doivent se faire uniquement en français...

Il ne m'appartient pas, comme maire de Québec, de parler au nom de la majorité des autres villes et régions essentiellement francophones du Québec. Je peux cependant vous suggérer une autre piste, à titre personnel, et sans avoir fait toutes les analyses qui permettraient d'en évaluer les modalités d'application.

La Charte de la langue française, à certaines conditions, reconnaît des villes « bilingues ». Pourquoi ne pas vous en tenir à cette définition et partager avec les municipalités en question la recherche de solutions à des problèmes d'affichage qui peuvent se poser chez eux? S'il y a problèmes, l'éthique politique veut qu'on en cherche les solutions sans cependant les imposer à ceux qui n'en sont pas affligés.

JUSQU'AU 29 MAI

DÉCORATION

STORES VERTICAUX
SUR MESURE DE BOUCLAIR

Modèles en P.V.C., lamelles de 2 et 3 1/2 po. Unis, rayés, gaufrés, ton sur ton, granit, et autres motifs. Plusieurs couleurs à la mode.

PRÊT EN 48 HEURES

NOUS GARANTISSONS LES PLUS BAS PRIX!

STORES VERTICAUX
POUR PORTE-PATIO

75% P.V.C. Lamelles de 3 1/2"

PRIX SPÉCIAL À PARTIR DE: 39.99

TOUS LES ENSEMBLES DE DOUILLETES
(Douillette, jupe de lit et couvre-oreillers.)

ET TOUS LES DRAPS (sauf exception)

20% DE RABAIS

• Douillettes simples et réversibles à partir de 29,99\$

• Draps en percale **12.99** (jumeau plat) À PARTIR DE:



SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT!

Nos décorateurs-designers se rendront à votre domicile et vous guideront sur le choix de stores, voilages, draperies, couvre-lits, papier-peint, peinture et couvre-plancher. Composez le 661-0909.

SERVICE DE CONFECTION, D'INSTALLATION ET DE REMBOURRAGE À PRIX TRÈS COMPÉTITIFS!

DRAPERIES ET TISSUS DÉCORATIFS

Des milliers de mètres de nouveaux tissus importés! Cotons unis et imprimés, baptiste et voile. Prix courant: 6,99\$ à 36,99\$ m.

PRIX SPÉCIAL À PARTIR DE: 4.66 m. *(vienna)

50% DE RABAIS

STORES HORIZONTAUX PRÊTS À EMPORTER

En P.V.C., lamelles de 1". Blanc, ivoire, gris. Prix courant: 6,99\$ à 42,99\$

PRIX SPÉCIAL À PARTIR DE: 1.99 (marchandise régulière)

Choix de 22 grandeurs: **25% DE RABAIS** (6 couleurs)

DES CENTAINES DE SPÉCIAUX!

DE 20 À **60% DE RABAIS**

MC CALL'S 3 POUR 1

TOUS LES PATRONS

ACCESSOIRES DE COUTURE 33.1% DE RABAIS

- Tous les fils Koban
- Tous les ciseaux (sauf Henckels)
- Tous les élastiques
- Toutes les épaulettes (sauf In Shape)

DE PLUS DES MILLIERS DE MÈTRES DE TISSUS POUR SEULEMENT:

2\$ 3\$ ET 4\$

TRICOTS «ASSORTIS»

150 cm. 100% coton. Vaste choix de tricots pour la confection de leggings, cuissards, t-shirts, etc. Unis ou rayés. Prix courant: 4,99\$ m.

PRIX SPÉCIAL: 2.99 M.

COTON «PERMAPRESS»

115 cm. 65% poly., 35% coton. Plus de 45 couleurs éclatantes et pastel. Prix courant: 2,99\$m.

PRIX SPÉCIAL: 2.39 M.

COTON «SYRACUSE»

130 à 150 cm. 100% coton. Imprimés floraux, gestuels et tropicaux. Magnifique choix de coloris vifs et ensoleillés! Prix courant: 9,99\$ m.

PRIX SPÉCIAL: 3.99 M.

COTON «ANGOLA»

150 cm. 100% coton. Des fleurs à profusion dans une harmonie de couleurs des plus toniques! Robes, chasubles, pantalons cloches, etc. Prix courant: 9,99\$ m.

PRIX SPÉCIAL: 4.99 M.

GAGNEZ UNE SURJETEUSE ELNA 904 DE!

OVERLOCK À 4 FILS d'une valeur de **939\$**

jusqu'au 29 mai détails en magasin



Des bas prix. Avant tout et toujours.

“Nos acheteurs se sont surpassés pour vous offrir de vraies occasions et des économies fantastiques.”

Le solde débute le 26 mai et prend fin le 30 mai 1993.

<p>Une vraie occasion</p> <p>Caldwell</p> <p>Draps de bain</p> <p>En coton peigné. Légères imperfections. Très belles couleurs mode.</p> <p>7⁷⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Marimac</p> <p>Ens. de draps et édreton pour enfants</p> <p>Ens. de draps : 1 drap et 1 taie d'oreiller. Draps et édreton pour lit 1 place seulement.</p> <p>Ens. de draps Édreton 9⁹³ 19⁹³ l'ens. chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Carpettes</p> <p>Une vaste sélection de coupons de carpettes commerciales à très bas prix. 6 x 9 pi.</p> <p>34⁷⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>"Huggies"</p> <p>Culottes d'entraînement</p> <p>Différentes grandeurs Notre p. cour.: 10.43.</p> <p>8⁴⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Prêt Plus</p> <p>Shampooing et revitalisant tout en un, 300 ml. Shampooing contre les pellicules et revitalisant tout en un, 200 ml.</p> <p>2⁹³ chac.</p>
<p>Une vraie occasion</p> <p>Chaise en résine</p> <p>5 positions, pliante, pour le jardin Notre p. cour.: 24.97.</p> <p>17⁷⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 40% sur pot 12 po</p> <p>N° CCR-12. Blanc, rose, noir, granite ou bleu. Notre p. cour.: 12.99.</p> <p>7⁷⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Hanes</p> <p>Rabais de 55% sur paq. de 3 paires de chaussettes pour garçons et filles</p> <p>Modèles et couleurs variés. 6 à 8 1/2. Notre p. cour.: 7.99.</p> <p>3⁴⁷ le paq.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>"Secret"</p> <p>Bas-culotte fraîcheur d'été</p> <p>Grandeurs : B-C-D, couleurs estivales Notre p. cour.: 3.75.</p> <p>2²⁵</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 60% sur plat de service Corelle</p> <p>Plat de service blanc. Notre p. cour.: 13.77.</p> <p>4⁹⁷ chac.</p>
<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 45% sur bol de service Corelle</p> <p>1 litre. Notre p. cour.: 9.67.</p> <p>4⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 25% sur détergent Sunlight</p> <p>Régulier 8 litres ou ultra 3 litres. Notre p. cour.: 6.99.</p> <p>4⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>"Dames plus"</p> <p>Grande variété de hauts</p> <p>Choix de plusieurs couleurs. Notre p. cour.: 14.99.</p> <p>10⁴⁹</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Ensemble 3 pièces pour salle de bains</p> <p>Offert en différentes couleurs. Notre p. cour.: 16.99.</p> <p>12⁴⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Ontario Cork</p> <p>"Plano" Coffre de pêche</p> <p>Modèle : 6803, ajustable et résistant.</p> <p>19⁹⁷</p>
<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 50% sur centre d'activités</p> <p>Une bonne idée pour occuper les enfants. Notre p. cour.: 9.99.</p> <p>4⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 50% sur plateau de travail</p> <p>Coussin mou. Motifs variés. Notre p. cour.: 9.97.</p> <p>4⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>FULLER</p> <p>Rabais de 35% sur jeu de tournevis</p> <p>N° 5014W. Jeu de 14 pièces. Notre p. cour.: 19.99.</p> <p>12⁹⁷ le jeu</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 50% sur coffret à outils</p> <p>Coffret à outils 19 po à plateau amovible et 2 fermetures en métal. 19 x 7 x 7 po. Notre p. cour.: 19.99.</p> <p>9⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Rabais de 30% sur sac de Dog Chow 8 kg</p> <p>Pour chiens adultes. Limite de 2 par client. Notre p. cour.: 11.99.</p> <p>7⁹⁷ chac.</p>
<p>Une vraie occasion</p> <p>Sac à couchage 2 lb</p> <p>Intérieur en polyester, doublure en nylon, 34" x 72". Notre p. cour.: 19.97.</p> <p>16⁹⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Arbres artificiels</p> <p>Jolis arbres de 6 pieds avec écorce naturelle. Notre p. cour.: 49.97.</p> <p>39⁹⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Proctor-Silex</p> <p>Rabais de 20% sur cafetière goutte-à-goutte</p> <p>2 à 12 tasses. Arrêt temporaire pour servir. Notre p. cour.: 24.97.</p> <p>19⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>"Pop Corn" pull pour dame</p> <p>Différentes encolures, manches courtes, plusieurs couleurs. Notre p. cour.: 12.99.</p> <p>8⁹⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Bidon d'essence</p> <p>Résistant, capacité 2 gallons Notre p. cour.: 9.97.</p> <p>6⁹⁷</p>
<p>Une vraie occasion</p> <p>CodyCun</p> <p>45% de rabais sur chemises de nuit pour dames</p> <p>En coton. Assortiment d'imprimés par sérigraphie. Unitaille. Notre p. cour.: 8.93.</p> <p>4⁹³ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>"Hilroy"</p> <p>Enveloppes blanches</p> <p>Boîtes de 100 et 200 enveloppes. Notre p. cour.: 2.97.</p> <p>1⁴⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>"Scott"</p> <p>Papier hygiénique "Babies Only"</p> <p>8 rouleaux, 2 épaisseurs Notre p. cour.: 1.67.</p> <p>1²⁷</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Legging côtelé</p> <p>Ceinture élastique. Couleurs variées. P-M-G.</p> <p>4⁹⁹ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>MATTEL</p> <p>Rabais de 66% sur paq. de 4 voitures Streex</p> <p>Notre p. cour.: 5.99.</p> <p>1⁹⁷ le paq.</p>
<p>Une vraie occasion</p> <p>MATTEL</p> <p>"Batman" Figurines et accessoires</p> <p>Notre p. cour.: 7.97.</p> <p>4⁹⁶</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>MATTEL</p> <p>Rabais de 60% sur Tour de tir Streex</p> <p>Presque 3 pi de longueur. Notre p. cour.: 28.99.</p> <p>10⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>MATTEL</p> <p>Rabais de 60% sur «Jet & Launcher» Streex</p> <p>Pour de la vitesse. Notre p. cour.: 7.49.</p> <p>2⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>MATTEL</p> <p>Rabais de 60% sur «Véhicule et lanceur» Streex</p> <p>Pour de l'action. Notre p. cour.: 7.49.</p> <p>2⁹⁷ chac.</p>	<p>Une vraie occasion</p> <p>Oreiller standard</p> <p>Intérieur en polyester</p> <p>3⁹³</p>

Certains articles annoncés ne sont pas offerts dans toutes nos succursales



Des bas prix. Avant tout et toujours.



5401 boul. des Galeries
Québec, Québec
Les galeries de la capitale
Garage 627-5288
Magasin 627-5990



HEURES DE MAGASIN SEULEMENT: DU LUNDI AU VENDREDI, DE 9h30 À 21h; LE SAMEDI, DE 9h À 17h; LE DIMANCHE, DE 10h À 17h.
2960 boul. Ste-Anne
Beauport, Québec
LES GALERIES STE-ANNE
Garage 667-7919
Magasin 667-3130



5800 boul. Rive-Sud
Lévis, Québec
Les Galeries Chagnon
Garage 635-1355
Magasin 633-3221